

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRE COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois... 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Un an... 112 fr.

Chèque postal L'Entente 656-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

APRÈS L'ASSASSINAT DE MATTEOTTI

L'Italie sous le régime impérial

Dès les premiers jours de l'avènement du fascisme au pouvoir, j'écrivais dans l'« Arbetaren » ces deux vérités : 1° le fascisme en prenant le pouvoir ne s'adaptera pas comme le bolchevisme. Il y a une grande différence entre les deux. Le bolchevisme avait promis de légaliser une Révolution. En effet, il a nié une grande et véritable Révolution.

L'Etat ne pouvait donc pas être l'organe apte pour permettre au bolchevisme de maintenir ses promesses. Le fascisme a d'autres racines, il a surgi contre l'idée révolutionnaire. Il a à sa base doctrinaire Monsieur de Maistre. Il est l'addition de toutes les peurs contre-révolutionnaires, donc l'Etat sera pour lui l'organe naturel pour maintenir ses promesses de réaction.

2° Considération qui découle logiquement de la précédente : le fascisme n'a pas bouleversé l'ordre des classes. Il n'a pas substitué une classe à une autre dans la gestion des affaires sociales. Avec la marche sur Rome le fascisme n'a fait que substituer le Comité Exécutif de la Bourgeoisie, pour se servir d'une expression marxiste, c'est-à-dire ceux qui dirigent la vieille machine de l'Etat bourgeois. C'est donc une nouvelle noblesse que Rome allait acquérir. Oui, mais quelle noblesse !...

Une révolution sociale aurait mis certainement à la tête des affaires des paysans, des ouvriers, des hommes enfin, sans histoire et dépourvus de « qualités d'élite », selon la vieille conception. Mais des hommes qui auraient aussi recommencé l'histoire à nouveau, qui auraient fait *tabula rasa* des vieux blasons, de la vieille morale, de toute l'extériorité qui couvrait la pourriture des classes privilégiées, mais qui ne cachent pas seulement la pourriture. Quelquefois noblesse oblige. Mais ces paysans, ces ouvriers, ces sans histoire, auraient eu en tout cas une moralité nouvelle, la moralité de leur classe que la Révolution aurait sublimée. Le fascisme, dans le même temps qui voulait chasser des places les plus importantes de l'Etat (ministères, ambassades, parlements, sénat, préfectures, etc.), la vieille bourgeoisie et l'aristocratie de race, mettait à sa place des hommes qui n'avaient ni la moralité prolétarienne, ni la morale bourgeoise, ni le minimum de morale générale qui appartient à toutes les classes. Le fascisme n'était pas le porteur d'une civilisation nouvelle, n'avait pas la passion d'une classe qui se libère de l'esclavage et qui en frappant et en fouant aux pieds toutes les vieilles traditions, commence une civilisation nouvelle. Il n'avait donc rien de la morale prolétarienne, rien non plus de la morale bourgeoise ; il n'avait ni l'habitude de l'ordre bourgeois, ni l'amour des vieilles institutions, ni la tradition du pouvoir, ni la normalité de la vie dans la richesse et dans la domination.

Le fascisme était, en effet, un phénomène de dégénération. C'était une pourriture ennoblie par une dorure artificielle ultra-patriotique de la dernière heure et par une pluie de décorations, de cordons, de croix d'honneur, de croix de guerre, etc., avec lesquelles se donnait une certaine contenance une bande de gens sans scrupules, sans aucune honnêteté, et qui avaient l'habitude des escroqueries, du vol élégant, du mensonge, de la trahison, de la lâcheté et de la plus basse et répugnante conception des relations politiques. La bourgeoisie, on peut le reconnaître, je veux dire la petite bourgeoisie, ne connaissait pas bien ces bandits-là. Elle les entendait crier toujours les mots frappants : Italie éternelle, grandeur impériale, force spirituelle, etc... Elle est restée étourdie. Elle a cru à quelque âme d'ancien empereur romain, revenu pour la sauver d'une révolution plébéienne ; elle a cru, elle a eu confiance, la petite bourgeoisie ; elle a payé le fer et le feu qui devaient détruire le prolétariat, et elle aussi a été détruite.

Les grands requins de l'industrie connaissent très bien la bande à Mussolini. Ils les avaient payés pendant la guerre, ils les avaient obligés de changer d'opinion toutes les fois qu'ils voulaient sur les questions internationales : sur la paix de Versailles, sur la question de Fiume, de la Dalmatie ; sur les questions de politique intérieure : tarif douanier, politique de divers ministères, etc... Et après que le pouvoir fut tombé dans les mains de la bande fasciste de Mussolini, les services firent des échanges : ceux qui avaient reçu jadis pouvaient maintenant donner... Et voilà la curée, voilà les forfaits, voilà les millions dévorés comme des petits biscuits ; voilà les déserteurs devenus chefs de la Tcheka fasciste qui sauvent la patrie ; voilà des repris de justice qui sont mêlés au cortège de la reine et du roi ; voilà des amis de Bolo Pacha, comme le journaliste Carlo Bazzi devenu le soutien principal de Mussolini ; voilà des hommes comme Cesare Rossi à qui les ouvriers, qu'ils avaient reniés, n'auraient pas confié la caisse d'un modesto syndicat, des hommes comme Marinelli, comme Filippelli, qui avaient trahi tous les partis, qui avaient volé dans plusieurs administrations, qui avaient fait banqueroute en plusieurs occasions, toujours en mangeant l'argent des autres ; voilà ces hommes devenus la noblesse qui dirigeait la grande Italie Impériale, et qui devait donner la lumière au monde entier.

Et Mussolini savait-il tout cela ? Mais oui, bien entendu. C'est bien avec ces gens-là, ces assassins professionnels comme

Dumini, dont tout le monde savait qu'il avait douze assassinats sur la conscience ; ces lâches sans morale, comme Cesare Rossi, ces chassés de tous les partis pour des raisons morales, comme Michele Bianchi, Bossoni, Tancredi, etc., que Mussolini avait composé son entourage, dès les premiers jours où lui aussi était devenu la *bonne à tout faire* de la grande finance, lorsque en vingt-quatre heures il était lorsque en 24 heures il était passé du socialisme révolutionnaire au jusqu'au-bouisme de guerre. C'est avec cette bande qui déshonore maintenant les prisons même d'Italie (à Rome, les prisonniers inculpés des pires crimes ont refusé d'avoir contact avec les assassins de Matteotti), que Mussolini a constitué son état-major pendant les années qui ont suivi la guerre en se donnant les apparences des saints tuteurs de la patrie envoyés par le bon Dieu qui veille sur la grandeur éternelle de la Rome impériale...

Voilà que ces bandits ne pouvaient pas tolérer une opposition parlementaire quelconque et ils ne pouvaient pas comprendre que la présence des députés d'opposition à la Chambre de la dictature était déjà une forme de collaboration indirecte. Ils avaient besoin de la protection du silence autour d'eux. Et maintenant que l'opposition parlementaire a décidé de s'abstenir des séances de la Chambre, c'est à Mussolini de s'apercevoir que sans l'opposition son pouvoir et son apparence constitutionnelle sont morts ! Ce qui, pour tout autre, était de la critique nécessaire, utile et conservatrice, était pour lui un crime. Le verre est dur comme l'acier, la dictature est dure comme le verre. Elle se brise aux plus petites secousses. Cette fois, la bombe a éclaté dans les mains des bandits. Ils ne voyaient pas que le vase était plein et prêt à déborder. Ils croyaient que le silence du peuple était une preuve de soumission. Ils croyaient « la déesse de la Liberté », selon l'expression de Mussolini, morte et putréfiée ». La réalité était bien autre.

Cette fois c'était à Rome, et non dans le dernier village d'Italie, que les bandits avaient accompli leur œuvre. La capitale est une place très délicate de la politique. Rome est singulièrement susceptible aux questions de sentiments. Mussolini avait toujours eu peur de faire accomplir ses forfaits à Rome et à Milan, les deux villes que l'on considère comme les capitales, l'une politique, l'autre morale.

On l'a vu, les assassins, à coup sûr payés et soutenus par Mussolini, dépassent leur mandat ? Peut-être. Certainement ce n'est pas à Rome que le gouvernement avait jusqu'ici donné l'ordre d'accomplir les exécutions qui devaient lui assurer cette apparence de tranquillité dans le pays, qui faisait l'admiration de M. Rikoff, après son séjour de quelques jours dans le pays de la dictature fasciste. Cette bande avait déjà matraqué l'ex-ministre démocrate Amendola, les députés fascistes dissidents Forri et Misuri, avait brulé la maison de M. Nitti (et nous ne parlons que de quelques crimes après la marche sur Rome) ; mais les assassinats sur une grande échelle étaient accomplis de préférence dans les campagnes et dans les petites villes, si on fait exception du crime de Turin en décembre 1922, où douze ouvriers furent massacrés sans que personne fut inquiété pour ce crime. Mieux que cela, celui qui avait dirigé la main des assassins, M. Devecchi, qui s'est fait gloire de ces crimes, a été nommé sénateur.

Cette fois la bande devait obéir à se faire le pauvre Matteotti qui était certainement un homme de courage, et qui n'avait pas le goût des scandales, mais de la documentation.

Peut-être y a-t-il une autre raison pour expliquer les crimes. Après avoir bien écrasé le prolétariat, Mussolini était bien convaincu de la nécessité pour lui d'avoir une collaboration de la part des socialistes réformistes du parti de Matteotti. Dans son dernier discours à la Chambre, avant l'assassinat de Matteotti, Mussolini avait bien dit que même s'il avait la minorité, il ne quitterait pas le pouvoir, tant qu'il aurait des chemises noires avec des fusils et des bombes. Mais dans le même temps Mussolini tâchait de faire comprendre l'opportunité d'une collaboration. Mussolini ajoutait qu'il ne voyait personne disposé à cette collaboration, si ce n'était la Confédération Générale du Travail.

Mussolini a-t-il compris que Matteotti était l'un des obstacles les plus solides dans le parti socialiste réformiste, à toutes tentatives de collaboration. Peut-être, car dans un parti qui n'exclut pas, en principe, la collaboration, il n'était pas difficile d'un moment à l'autre, que les collaborationnistes prissent le dessus.

En effet, l'assassinat de Matteotti a ouvert le commencement de la fin pour le fascisme.

La dégringolade est évidente. La fange remonte à la bouche du dictateur, les héros sont démasqués, et on les voit en toute leur laideur. Mussolini cherche à se sauver, mais il est trop tard. Chaque jour tombent autour de lui quelques-uns de ses héros, à qui, la veille, il avait déclaré qu'ils étaient leurs plus chers et leurs plus honnêtes collaborateurs. Tout de suite Mussolini déclare qu'il s'est trompé. C'est donc un imbécile, ce *vice-Dieu* qui prétendait être le centre de l'Univers en Italie ? Non, c'est un criminel qui veut rester au pouvoir pour se sauver et pour sauver ses bandits qui sont en prison ou en fuite.

C'est entendu, et en tout au pays un

tel gouvernement serait tombé. Mais Mussolini sait bien que s'il tombe il ne tombera pas comme les autres hommes d'Etat. Le jour où on n'aura pas peur de parler, le jour où ces bandits qui sont en prison n'auront plus l'espérance de pouvoir se sauver, en sauvant avec leur silence le chef du gouvernement, ce jour-là Mussolini, lui aussi, finira dans la meilleure des hypothèses en prison. Car la vérité que tout le monde déjà a comprise ne pourra pas toujours être camouflée avec les moyens dont les gouvernements disposent.

En tout cas, une nouvelle histoire va certainement commencer en Italie. Le roi voudra-t-il, pourra-t-il se libérer de Mussolini qui, comme toujours, menace à droite et à gauche ? Nous verrons.

Le dictateur n'est plus que dictateur à demi, car le ministère de l'Intérieur est maintenant dans les mains de Fedoroni, un loyaliste de la monarchie, un homme d'ordre bourgeois, du vieux parti nationaliste.

En tout cas l'Italie a démontré qu'elle semblait morte, mais qu'elle était vivante. Si la Liberté pouvait triompher, un vingt-quatre heures, nous sommes sûrs que le prolétariat italien serait de nouveau debout à battre le fer tant qu'il est chaud ! C'est bien cela qui fait peur à la monarchie et en général à la bourgeoisie. Mais en tout cas l'expérience a démontré que là où le prolétariat est écrasé la Liberté est morte ! Toute liberté, même la liberté démocratique, que nous voulons surpasser, mais non perdre, car elle n'est pas un cadeau de la bourgeoisie au prolétariat ; elle est le produit des révolutions passées, des martyrs qui en toutes époques ont combattu contre l'autorité et contre les classes dominantes.

Armando BORCHI.

VOIR EN TROISIEME PAGE :

La grève des boulangers continue. — Les détails complets du conflit.

Les communistes font assommer par les fils le personnel de la « Famille Nouvelle ».

LE FAIT DU JOUR

Povre Alsace-Lorraine

Nous l'a-t-on assez chanté, des années avant la grande tuerie, ce refrain de la « Povere Alsace-Lorraine » soupirant après la Loi française, la bonne Loi de la douce France. Les provinces annexées à l'Allemagne ne pouvaient plus vivre loin du giron de la « mère patrie ». Il leur fallait à tout prix retrouver la législation républicaine.

Du sang a été versé pour satisfaire les Alsaciens-Lorrains. Des millions d'hommes ont été faits prématurément cadavres pour apaiser les lamentations de la Povere Alsace-Lorraine.

Et les deux provinces ont été « rendues » à la France.

Cinq ans après le traité de paix, les populations d'Alsace-Lorraine possèdent encore le même régime législatif et social qu'avant la guerre, en ces affreux temps où l'on nous les montrait gémissantes et aspirant après le sort heureux des populations françaises.

Cependant M. Herriot parle d'appliquer aux deux provinces la législation républicaine. Aussitôt les mêmes journaux réactionnaires et patriotards qui ont lancé les peuples d'Europe dans la tuerie pour que les Alsaciens-Lorrains connaissent enfin les joies et les douceurs de la mère patrie, s'indignent d'un tel projet. Et voici ce qu'il dit l'intransigent d'hier soir : « Les populations de ces pays craignent que notre législation sociale, si elle leur est appliquée trop brutalement, n'amène des comparaisons fâcheuses avec leur régime actuel de conditions du travail, d'assurances, de pensions, etc., régime que nous reconnaissons nous-mêmes supérieur au nôtre. » En d'autres termes, le régime allemand valait mieux que le régime français. Les Alsaciens-Lorrains se trouvent plus heureux avec les lois que leur ont laissées leurs oppresseurs d'hier que sous celles que veulent leur apporter leurs chers « libérateurs ».

Et c'est ici que nous apparaît, sous le jour cru de la saine réalité, l'horrible bourrage de crânes qui lança à la tuerie tant d'êtres ignorants.

La « Povere Alsace-Lorraine » va rejoindre dans le sac aux bombes éternelles la « suppression de la diplomatie secrète », le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la Belgique violée », la « France martyrisée », le « Boche barbare » et autres accessoires de guerre du Droit, de la Justice et de la Civilisation.

Mais attention qu'on ne nous les ressorte plus pour une prochaine dernière des guerres !

Goldsky sera-t-il libre samedi ?

Selon une information puisée à une source autorisée, nous sommes en mesure de dire qu'il est dans les intentions du président du conseil de libérer Jean Goldsky samedi prochain par mesure de suspension de peine.

Herriot ira-t-il jusqu'au bout de son intention ? C'est, toutefois, ce que nous ne pouvons pas affirmer... Souhaitons que notre information se trouve confirmée par les faits.

Voire en deuxième page :

UN AVORTEMENT OFFICIEL, OU LE PROJET D'AMNISTIE DU GOUVERNEMENT.

Castagna devant les Assises

C'est hier que s'ouvrait le procès Castagna dans la grande salle des assises, dont la pénombre grise connut tout dernièrement l'acquiescement éclatant de Germaine Bertoni.

Cent vingt témoins, accusateurs du fascisme, sont convoqués par M. Ernest Lafont, défenseur de Castagna, Le Pen, La Rapide, Cantorelli, Borghi, les frères de Castagna, Coppa, Caporali, Coen, Paul Faure, Gascon, tant d'autres sortent à l'appel de leur nom. Les témoins fascistes, qui sont au nombre de cinq, se font remarquer par leur tenue élégante et leur morgue. On dirait qu'ils ont peur d'effleur des vêtements de travailleurs. Ils s'écartent de ces derniers comme s'ils étaient de l'huile bouillante.

Le président Mouton, qui conduit les débats, a l'œil torve en usage à la police judiciaire dont il fut directeur ; quant à l'avocat général Béguin, c'est un barbu trapu et grisonnant, au masque achemé et cruel.

Lorsque Castagna parait dans la salle, entre ses deux gardes, il semble que le soleil lui soit plus fort tant émanant de chez lui la force et de la beauté. Son visage est loyal sous ses cheveux dorés et si jeune, il brave l'appareil moyenâgeux de la justice, le petit Castagna. Sa voix tinte, claire et énergique.

Le président Mouton commence l'interrogatoire au milieu d'une salle vide où ne peuvent pénétrer que les bourriques mobilisées habituellement pour les procès politiques.

Dès le début de l'interrogatoire, le président, qui est d'une partialité révoltante, essaie de tendre à Castagna des pièges qu'il croit habiles. Ce n'est pas impunément que l'on fréquente la police judiciaire ; le président Mouton en a conservé l'état d'esprit.

Castagna explique avec intelligence et fermeté que plusieurs fascistes l'ont assailli devant le fascio de la rue Boissy-d'Anglas, le 21 septembre 1923. C'est pour éviter d'avoir le crâne fracassé par le bâton des fascistes que notre camarade a tiré un coup de revolver « dans le tas ». C'est à ce moment que Léoni est tombé. Le président Mouton veut faire dévier le débat Castagna, qui est anarchiste et l'a toujours revendiqué, n'est-il pas un terroriste ? Mais Castagna répond qu'il est partisan de la propagande par l'idée. Il n'a fait que se défendre et non se venger. D'ailleurs, à défaut du président, les jurés, qui ont l'air de braves bougres, sont déjà convaincus de la légitime défense.

C'est alors que le duc de Camastra fait son entrée dans la salle à titre de premier témoin. C'est un membre important du fascio, chef de la commission de propagande.

Il porte tous ses titres avec vanité et crétinisme. Il a vu, so disant Castagna faire le guet. Quatre fascistes sont descendus pour demander des explications à l'inconnu. Des explications fascistes. Tout le monde comprend, sauf le président. Sur une question de M. Lafont, Camastra répond qu'il portait l'insigne fasciste. Justice est ainsi faite, d'une insinuation de l'avocat général Béguin. Ce dernier prétendait que Castagna avait tiré sur Léoni parce qu'il était le seul à porter l'insigne fasciste. Saini, un maigre chien efflanqué ; Avolio, une chemise noire néophyte, et Corbro, un élégant dramatique, viennent, à leur tour, parler des explications « fascistes » à quatre ou à six. Ils ne nient que le gourdin parce que ce serait trop dangereux. Tr... d'après leur aveu « glorieux », portaient l'insigne fasciste. M. Lafont envoie, en passant, quelques brocards à un nommé Anselmi, fasciste docile, si docile, qu'il s'est prétendu blessé d'un second coup de revolver qui n'a jamais été tiré.

Voici les témoins à décharge. On respire. Enfin, voici des figures ouvertes, décidées, des copains. Les frères de Castagna, et surtout Joseph, racontent d'une manière émouvante les tortures subies par leur famille. Joseph eut l'œil crevé, Anselmi fut bâtonné, ainsi qu'un autre frère, atteint d'une maladie nerveuse. La pauvre mère mourut d'une maladie de cœur à la suite de ces horreurs.

Les crimes des fascistes montent, montent, avec les témoins Berluzz, Repetti, Cordonini, Anselmi. Simonetti, journaliste bourgeois, déclare avoir honte de l'Italie fasciste. Larapide signale le régime de suspicion et de terreur qui règne en Italie d'où il vient. Pendant ce temps, Camastra et ses amis prennent des notes pour signaler au « Duce » les ouvriers italiens qui sont venus témoigner.

Aujourd'hui, les témoins à décharge de Castagna, et à charge de Mussolini, continueront de défilier.

Petit Castagna, au cœur si grand, tu retourneras samedi chez les vivants.

La Souris du Palais.

Roubintchik est mourant

Nous avons reçu de Moscou une lettre poignante nous donnant des détails sur l'état désespéré de notre camarade Roubintchik qui, affaibli par une longue maladie contractée en prison a déclaré la grève de la faim.

Condamné à trois années de déportation au camp des Iles Solovietzky, pour avoir osé publier les œuvres de Kropotkine, de Pouget et de Guyau, il fut, après neuf mois de prison, transféré à la prison de Souzdal (déterminée, à cause de son régime ultra-sévère, la « bastille » de Souzdal). Sa maladie a tellement empiré dans ce lieu, qu'on fut obligé de le ramener à Moscou. Et ici, malgré son état désespéré, la Tcheka lui refuse les soins d'un médecin.

On laisse simplement mourir Roubintchik

Et pendant que les chefs communistes participent aux banquets organisés en leur honneur à l'occasion du Congrès de l'Internationale Communiste et de l'I. S. R., Roubintchik, malade, meurt à deux pas de la salle des banquets.

La C. G. T. U. porte une bien lourde responsabilité à chaque nouveau crime que le gouvernement russe prépare dans ses geôles.

La Fédération Unitaire du Bâtiment intervient en faveur de Roubintchik

Aussitôt qu'elle a appris la situation critique de notre camarade Roubintchik, la Fédération Unitaire du Bâtiment a envoyé le radio suivant au Gouvernement de Moscou (en copie à la délégation de la C.G.T.U. au Congrès de l'I.S.R.) : « Fédération Unitaire du Bâtiment apprend grève de faim entreprise par anarcho-syndicaliste Roubintchik. Demande instamment révision peine administrative infligée, en vue d'élargissement, donnant Roubintchik possibilité guérison. — JOUVEAUX, secrétaire. »

Il est à désirer que toutes les organisations ouvrières envoient des télégrammes semblables aux dictateurs bolchevistes. (L'adresse téléphonique du gouvernement russe est : Sovnarkom, Moscou).

Aidons nos camarades italiens à détruire la bête sanglante

Toute la journée d'hier, nous avons reçu à la rédaction la visite de nombreux camarades italiens, qui nous ont dit être très sensibles à l'effort des groupements anarchistes et de leur organe le Libertaire pour mettre fin définitivement au règne scélérat de Mussolini ; ils nous ont prié, en outre, d'être leurs interprètes auprès de nos lecteurs de la région parisienne et de les inviter à se trouver sans faute au

GRAND MEETING
qui aura lieu aujourd'hui, à 20 h. 30
au Palais de la Mutualité, 325, rue Saint-Martin

La commission est faite ! Nul doute que tous les libertaires et autres révolutionnaires de Paris et de la banlieue se presseront, ce soir, aux portes du Palais de la Mutualité, au point d'obliger les organisateurs de cette réunion à en improviser une seconde sur-le-champ.

PRENDRONT LA PAROLE :

ARMANDO BORCHI, secrétaire de l'Union Syndicale Italienne ; ERASMO ABATE, ALBERTO MESCHI, AURO DARIOLE, de l'Union Anarchiste Italienne ; COLOMER, de l'Union Anarchiste Française ; CANE, du Comité de Défense Sociale ; M^r LETRANGE, de la Ligue des Réfractaires.

La Fédération Anarchiste et la Ligue des Réfractaires.

NOTA. — Il sera perçu un franc pour couvrir les frais.

Un avortement officiel ou le projet d'Amnistie du Gouvernement

Nous le tenons, ce fameux projet d'amnistie ! Il a été distribué hier aux députés, et nous pouvons aujourd'hui en donner la primeur à nos camarades.

Article premier. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 13 juin 1924 :

1° A tous les délits et contraventions en matière de réunions, d'élections, de grève et de manifestations sur la voie publique ;

2° A tous les délits et contraventions prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881, par celles des 12 décembre 1893 et 28 juillet 1894 ;

3° A tous les délits et contraventions prévus par les lois des 11 juin 1887, 19 mars 1889, 30 mars 1902 (art. 44) et 20 avril 1910 ;

4° A toutes les infractions prévues par la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920 ;

5° A toutes les infractions prévues par les lois des 1er juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904 ;

6° A toutes les infractions prévues par la loi du 9 décembre 1905 ;

7° Aux infractions aux dispositions du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, exception faite des infractions aux articles 60, 61 et 62 dudit Livre. Toutefois, les mises en demeure signifiées en vertu du titre II (hygiène et sécurité des travailleurs) dudit Livre sont maintenues ;

8° A tous les délits connexes aux infractions ci-dessus ;

9° Aux infractions à l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 ;

10° A tous les délits et contraventions en matière forestière, de chasse, de pêche fluviale et maritime, de grande et petite voirie, de police de roulage, aux contraventions de simple police, quel que soit le tribunal qui ait statué, à l'exception de celles prévues par l'article 15 de la loi du 31 mars 1922 ;

11° Aux délits et contraventions à la police des chemins de fer et tramways ;

12° Aux infractions prévues par la loi du 3 juillet 1877 et la loi du 22 juillet 1909 sur les réquisitions ;

13° A tous les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des peines disciplinaires ; sont exceptés les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires contre les comptables publics et relatifs à leur gestion ;

14° Aux infractions commises en matière de contributions indirectes lorsque le montant de la transaction intervenue ou des condamnations passées ou force de chose jugée ne dépasse pas deux cents francs (200 frs.) ou lorsque, pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction, ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités encourues n'aura pas été supérieur à douze cents francs (1.200 fr.), le tout, décomptes non compris.

Ces sommes seront portées respectivement au double en matière d'alcool lorsque les contrevenants seront des récoltants, tiennent occasionnellement parti de leurs fruits ;

15° Aux infractions commises en matière de douane lorsque le montant des condamnations pécuniaires encourues ou de la transaction non définitive intervenue n'excède pas six cent vingt-cinq francs (625 fr.) et lorsqu'elles n'ont pas eu pour objet des marchandises originaires ou en provenance des pays ennemis.

L'amnistie ne s'étendra pas aux infractions poursuivies par la régie des contributions indirectes ou la douane, agissant comme parties jointes en cas d'infraction concomitante à un délit non amnistié et poursuivi par le ministère public ;

16° Aux infractions à la loi du 23 décembre 1901 ;

17° Aux infractions à la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères de marchandises neuves et à la loi du 30 décembre 1906 sur la vente au débailage ;

18° Aux infractions à l'arrêté du Parlement de Paris du 23 juillet 1743, aux lois du 21 germinal an XI et du 29 pluviôse an XIII, à l'article premier de la loi du 12 juillet 1916, mais en tant seulement que ledit article concerne les substances classées dans le tableau C du décret du 14 septembre 1916 ;

19° A tous les délits et contraventions en matière de navigation maritime et spécialement aux infractions aux dispositions des décrets, règlements et ordres des autorités maritimes pris en exécution de la loi du 2 juillet 1916 sur la police maritime ;

20° Aux condamnations prononcées pour défaut d'affichage des prix.

Art. 2. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 13 juin 1924 et prévus par les articles du Code pénal ci-après : 78, 161, 162, 166, 167, 192 à 196 inclus, 199, 212, 213, 222 à 225 inclus, 230, 236, 249 à 252 inclus, 257, 258, 259, 300 (§§ 1er et 2), 311, 337 à 339 inclus, 346 à 348 inclus, 425 à 427 et tous les délits commis en matière de propriété littéraire et artistique, 456, 471 à 482, et les articles 80, et 147 du Code d'instruction criminelle.

Art. 3. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises avant le 13 juin 1924 par tous ceux qui ont bénéficié d'un sursis à l'exécution de la peine par application des lois des 28 juin 1904 et 27 avril 1916, ou dont la peine aura été suspendue par application des articles 150 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et 130 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

Né devra être considéré comme amnistié dans les cas prévus au présent article que le condamné dont le sursis n'aura pas été révoqué par une nouvelle condamnation devenue définitive avant la promulgation de la présente loi.

Sont également exclus du bénéfice des dispositions du paragraphe premier les individus condamnés pour insoumission, désertion à l'ennemi, intelligences avec l'ennemi, trahison et faits d'espionnage réprimés par les articles 206 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, 264 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, et par la loi du 18 avril 1886.

Art. 4. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 13 juin 1924 et prévues par les articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre ci-après :

211, alinéas 2 et 3 ; 212 et 213, alinéas 2

et 3 ; 214, 215, 216, 218, alinéas 2 et 3 ; 219, 220, alinéas 2 et suivants ; 223 alinéa 2 ; 224, 225, alinéas 1 et 2, à la condition, dans le cas de l'alinéa 2, que la rébellion ait eu lieu sans armes ; 229, 244 à 246 inclus, 254, 260, 266, 271.

Art. 5. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 13 juin 1924 et prévues par les articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer ci-après :

274, 275, 277, alinéas 5 et suivants ; 278, 279, alinéas 2 et 3 ; 280, alinéas 2 et 3 ; 281, 282, 283, alinéas 3 et suivants ; 284, alinéas 3 et 4 ; 295, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 294, alinéas 2 et 3 ; 295, 296, 297, alinéas 2 et suivants ; 300, alinéa 2 ; 301, alinéa 3 ; 302, 303, 304, alinéas 1 et 2, à la condition, dans le cas de l'alinéa 2, que la rébellion ait eu lieu sans armes ; 308, 325 à 328 inclus ; 333, 339 à 342 inclus ; 343, alinéa 3 ; 344, 345, 352, 353, 359, 361, alinéas 2 et 3 ; 362, 363, 369.

Art. 6. — Amnistie pleine et entière est accordée, lorsqu'ils auront été commis antérieurement au 13 juin 1924, aux faits réprimés par les articles 401 et 408 du Code pénal pour les condamnations prononcées contre des militaires par des conseils de guerre, conformément aux dispositions des articles 267 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et 364 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, et qui n'auront pas été supérieures à trois mois d'emprisonnement.

Art. 7. — Amnistie pleine et entière est accordée à tous les faits de désertion commis antérieurement au 11 novembre 1920, à l'exception de ceux prévus par les articles 238 et 241, 1° et 2°, du Code de justice militaire pour l'armée de terre et 316 et 319, 1° et 2°, du Code de justice militaire pour l'armée de mer, à la condition que leurs auteurs aient appartenu pendant trois mois aux unités réputées combattantes, visées aux deux premiers tableaux de l'Instruction ministérielle du 2 novembre 1919, prises pour l'application du décret du 28 octobre 1919 et dans les conditions spécifiées par cette instruction, ou aux unités T. P. aux T. M. aux armées, ou aux unités réputées combattantes énumérées au décret du 24 janvier 1918, pris pour l'application de la loi du 10 août 1917, ou qui auront été faits prisonniers de guerre avant d'avoir accompli ces trois mois.

Sont également considérées comme unités combattantes les unités qui ont pris une part effective aux hostilités, à l'armée du Levant, au Maroc, dans le Sud Algérien et dans le Sud Tunisien.

Art. 8. — Sont amnistiés les faits de désertion à l'intérieur et les faits de désertion à l'étranger, dans les pays de protectorat et sur les territoires occupés par les armées alliées et associées, commis par les individus énumérés dans les articles 231 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et 309 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, lorsque la désertion a pris fin par l'arrestation avant le 13 juin 1924, et que sa durée en une ou plusieurs fois n'a pas excédé six mois.

Art. 9. — Sont également amnistiés les faits de désertion à l'intérieur et à l'étranger lorsque le délinquant s'est rendu volontairement, avant le 13 juin 1924 et que la durée de sa désertion, en une ou plusieurs fois, n'a pas excédé un an.

Art. 10. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions au Code de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer, commises antérieurement au 13 juin 1924, à tous ceux, même condamnés par défaut ou par contumace, qui, depuis le 19 octobre 1919, auront bénéficié, ou qui, dans l'année de la promulgation de la présente loi, bénéficieront par décret de grâce, soit d'une remise totale de peine, soit de la remise de l'entier restant de la peine.

Art. 11. — Dans les cas de condamnation à la destitution, à la privation du commandement ou à la réduction de grade ou de classe et dans celui où la condamnation prononcée a entraîné la perte du grade, le bénéfice de l'amnistie n'importe pas la réintégration de plein droit.

Dans les cas prévus à l'article premier, n° 13, ou au présent article, les effets de l'amnistie ne pourront, toutefois, en aucun cas, mettre obstacle au droit de recours contre les peines disciplinaires encourues. Les militaires destitués, cassés ou dégradés de leur grade et morts pour la France avant d'avoir pu être réintégrés dans ce grade, bénéficieront, à titre posthume, de cette réintégration, qui n'entraînera, par elle-même, aucun droit à pension ou à supplément de pension.

Art. 12. — Les effets de l'amnistie ne peuvent, en aucun cas, mettre obstacle à l'action en révision devant la Cour de cassation en vue de faire établir l'innocence du condamné.

Art. 13. — Sont réhabilités de plein droit tous les commerçants qui, antérieurement au 13 juin 1924 ont été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire, les droits des créanciers étant expressément réservés.

Art. 14. — Dans aucun cas l'amnistie ne pourra être opposée aux droits des tiers, lesquels devront porter leur action devant la juridiction civile, si elle était du ressort de la Cour d'assises, ou si la juridiction criminelle n'avait pas déjà été saisie, sans qu'on puisse opposer au demandeur la fin de non-recevoir tirée de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 15. — L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat, aux droits fraudés, restitutions, dommages-intérêts, ni aux sommes dues en vertu des transactions souscrites par les contrevenants.

Art. 16. — La présente loi est également applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat, quelle que soit la juridiction française qui ait prononcé.

Art. 17. — Sont exceptés des dispositions de la présente loi les sujets des nations ayant été en guerre avec la France, sauf ceux qui auront contracté pendant la guerre un engagement dans les armées françaises ou alliées et auront combattu sous leurs drapeaux, à la condition qu'ils soient restés au moins six mois dans les unités combattantes.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Herriot poursuit l'œuvre de Poincaré

L'Amnistie est évoquée en séance

QUELQUES ELECTIONS

La Chambre expédie d'abord un hors-d'œuvre, mais elle y met le temps : deux heures.

Il s'agit pour elle de nommer trois vice-présidents et un secrétaire en remplacement d'autres qui ont placé une place très recherchée pour devenir Ministres, il est vrai que cette seconde fonction est plus lucrative encore que la première.

MM. Bouisson, Bouysou, Bouilloux-Lafont sont élus vice-présidents sans concurrence ; M. Poltevin est nommé secrétaire.

UN ANCIEN MINISTRE DE CLEMENCEAU POSE DES COLLES A HERRIOT

C'est M. Klotz, radical-socialiste sans l'être tout en l'étant, qui vient embêter M. Herriot et l'obliger à avouer en substance qu'il continue la besogne de Poincaré.

M. Klotz. — En ce qui concerne la prochaine Conférence interalliée, il faut qu'il soit bien entendu que les accords à intervenir seront soumis aux Chambres et ratifiés par elles. Car nous entendons conserver notre liberté de contrôle et de jugement.

« Ou en sommes-nous, d'autre part, avec les accords avec la M. I. C. U. M. Seront-ils prorogés ? »

« Puis, le Gouvernement est-il prêt à engager des négociations au sujet de l'accord commercial avec l'Allemagne, qui vient à expiration le 10 janvier prochain ? »

« En ce qui concerne la sécurité, nous attendons la réponse de l'Allemagne à la note de la Conférence des Ambassadeurs ; mais nous avons lu que les gouvernements français et anglais envisageraient le retrait de la Commission de contrôle.

« Dans quelles conditions ? Par quoi serait-elle remplacée ? »

« Sur les accords défensifs, dont il a été parlé, nous attendons également les explications du Gouvernement.

« On a dit aussi que l'Allemagne serait admise un jour à faire partie de la Société des Nations. Nous pensons qu'il ne pourra en être ainsi que lorsque l'Allemagne aura en être ainsi que lorsque l'Allemagne aura rempli toutes ses obligations et, là aussi, nous attendons une réponse du Gouvernement.

HERRIOT-POINCARÉ A LA TRIBUNE

Le costard de Lyon, son gros « plein de soupe » moulé par une jaquette bien officielle, s'installe à la place de Klotz.

Le Président du Conseil. — Le plan des experts avait été admis par la Commission des Réparations et accepté par le précédent Gouvernement, sans réserve et sans arrière-pensée. J'ai confirmé cette acceptation. Il est bien évident que les intérêts des Alliés et tout spécialement ceux de la France, exigent avant tout que l'organisation des services destinés à administrer les gages soit assurée dans des conditions qui nous donnent toutes garanties.

« Il fallait prévoir le cas de manquements de la part de l'Allemagne à qui le rapport Dawes n'impose cependant que des paiements extrêmement raisonnables. Avec une loyauté dont je tiens à le remercier, M. Mac Donald m'a renouvelé l'assurance qu'il avait donnée à MM. Theunis et Hyman et qu'il invoque une lettre de M. le Président Poincaré à savoir que, pour le cas où l'Allemagne ne remplirait pas ses obligations, qui lui sont dictées par les experts, les plus impartiaux et les plus impartiaux, la Grande-Bretagne, gardienne, comme nous, du contrat, s'engagera solennellement à se tenir au côté de ses alliés. Sans cette garantie politique prévue par le rapport lui-même, il est trop évident que les garanties purement techniques risqueraient au moindre incident de devenir inopérantes.

« On ne pouvait me demander, et je n'aurais pu consentir aucune diminution sur les garanties de sécurité que nous donnons des traités signés par l'ensemble des Alliés. Dans la zone de l'actuelle régie franco-belge, des précautions sont à prendre pour la sécurité de nos troupes ; M. Mac Donald a accepté que la question fut soumise à des experts, et en particulier à des experts militaires. »

M. Herriot ajoute encore qu'il n'est pas question de faire entrer l'Allemagne dans la Société des Nations tant que celle-ci n'aura pas satisfait aux obligations du traité de Versailles.

De sa place, M. Klotz prend acte de toutes ces paroles et donne sa confiance au Président du Conseil après l'avoir remercié.

A vrai dire nous devons déclarer que M. Herriot n'a pas obtenu un énorme succès ; les applaudissements ne sont pas très nombreux lorsqu'il regagne son siège.

La question de l'Allemagne, des réparations, de la Ruhr, sera d'ailleurs discutée à fond le mois prochain devant le Parlement, après la conférence interalliée qui doit traiter de toutes ces choses.

CONFUSION INTENSE

Il y a des demandes d'interpellations déposées sur le bureau de la Chambre.

Il s'agit d'en fixer les dates, et les députés en prennent prétexte pour amorcer leurs interpellations.

Cinq ou six groupes de « vingt-sept mille » veulent interpellier le gouvernement au sujet du non-respect de la journée de huit heures dans les chemins de fer et autres administrations publiques.

Les bolchevistes désirent interpellier le ministère à propos de la grève des boulangers ; et comme ils accusent le gouvernement de mettre la Ligue Civique à la disposition des patrons boulangers, le Ministre de l'Intérieur répond qu'il a bien reçu une offre de service de ladite ligue, mais l'a refusée. Les communistes déclarent ne point insister.

MARTY INTERVIENT ET RECLAME LA SUSPENSION DE PEINE EN ATTENDANT L'AMNISTIE

Au sujet de la fixation de l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui, le gouvernement propose que la commission de « Législation Civile et Criminelle » soit nommée officielle-

ment aujourd'hui, afin qu'elle puisse aussitôt connaître du projet d'amnistie et en discuter. Comme la droite n'est pas pressée et s'oppose à cette façon de voir, Marty appuie l'idée du gouvernement, et en profite pour adjurer Herriot de ne pas attendre le vote de l'amnistie pour libérer ceux qui en profiteront, il le prie de les faire sortir immédiatement par une mesure de suspension de peine.

Herriot répond en normand : il n'est pas contre la proposition de Marty, mais il veut que la Chambre lui force la main, lui ordonne d'agir ainsi. Comme la Chambre n'ordonne rien, la proposition en reste là. Les prisonniers ont bien le temps d'attendre.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Appel

Les camarades anarchistes et syndicalistes révolutionnaires de Paris et Banlieue voulant participer à une action énergique et pouvant s'engager à répondre de suite à une convocation qui leur serait faite sont priés de se faire connaître au journal, 9, rue Louis-Blanc, le plus tôt possible.

LE MEILLEUR, REMERINGER, LENTENTE.

Chez les caïmans du Luxembourg

Les vieux gâteaux rétrogrades du Sénat ont repris ce qu'ils appellent leurs travaux.

A trois heures, la séance est ouverte. MM. Herriot, Renoult, Chautemps, François-Albert, Dabiez, Raynaldy, Bovier-Lapierre sont aux bancs du gouvernement.

Le nouveau président du Sénat, M. de Selves, prononce son discours d'entrée.

Parmi cet amoncellement de lieux communs autoritaires relevons cette définition de ce que M. de Selves appelle « le rôle bienfaisant et régulateur du Sénat républicain ».

La guerre a laissé après elle de graves devoirs. Nous avons à cœur de les remplir. Pour les réaliser, la France compte sur ses représentants : laissez-moi souligner qu'elle met dans le Sénat une large part de ses espérances.

En saurait-il être autrement ? Le Sénat, qui puise ses origines dans ces merveilleuses cellules que constituent les communes de France, ne pénétré-t-il pas, en effet, au cœur même de notre démocratie organisée, n'en connaît-il pas les aspirations faites dans une sage synthèse à la fois d'amour du progrès, du mieux-être social, de mesure, de tolérance et d'esprit de judicieuse conservation.

Sa permanence constitutionnelle, l'âge et la pratique des affaires publiques des membres qui composent la haute Assemblée ne doivent-ils pas justifier la confiance que le pays met en elle pour assurer le développement méthodique et régulier dans la légalité, dans l'ordre et dans la paix, de sa politique républicaine tant intérieure qu'extérieure.

J'ajoutais un de ces derniers jours, dans le beau parc que borde notre Sénat, un orme à la puissante ramure ; il marquait un grand âge, mais accusait encore la force et la durée.

Je me pris à y lire : « Plantation Marie Médicis 1612. » Comment, en pareil cas, ne pas se laisser aller à des pensées philosophiques ?

Que de nombreux et grands événements de notre Histoire il avait vu se dérouler : les uns sombres, les autres glorieux, tous dans leur enchaînement mystérieux affirmant les destinées de la France et son rôle éminent dans le monde ; il me semblait alors qu'il la disait plus belle, depuis la terrible guerre, et que, pour la rendre plus grande encore, il comptait sur ses libres institutions et sur le rôle bienfaisant et régulateur du Sénat républicain.

Et voilà comment avec un peu de rhétorique on donne du prestige... et du charme à la plus paralysante institution du régime parlementaire.

Après cela, M. Herriot donna un compte rendu de son « beau voyage » diplomatique. Et M. Poincaré souriait en se figurant entendre une millième réédition de ses discours passés...

GROUPES LIBERTAIRES DE VANVES-MALAKOFF

Le groupe s'est formé définitivement et organise ce soir vendredi 27, une

Grande Causerie Conférence

sur

l'Anarchie et les Anarchistes

117, rue d'Arcueil, à Malakoff

Nos Echos

Modestie.

Si ça peut vous intéresser, sachez que M. Gabriele d'Annunzio, quelque chose comme le Barrès national de l'Italie — fait savoir au monde qu'il a renoncé définitivement à la vie publique. En passant, c'est bougrement heureux pour ses concitoyens, car la participation de ce monsieur aux affaires publiques était faite d'une exubérance plutôt dangereuse et malséante...

Mais en quels termes informe-t-il de sa décision ! « Je suis redevenu le grand et pur artiste que j'étais avant la guerre ».

Rien que ça ! Même quand c'est vrai, quelle indolence à le proclamer soi-même... Et comme les hurluberlus sacrés grands hommes par la renommée s'appliquent eux-mêmes à nous révéler la puérilité de leur bel esprit,

Littérature bolcheviste.

Le parti des nourrissons et des permanents nous amuse énormément avec sa littérature. Dans la *Pravda*, en polémique avec les réformistes, il les traite de « bucheurs » et il constate qu'il y a de « simples ouvriers du rang ».

La réflexion s'impose. Les bureaucrates abondent au P. C. comme chez les S.F.I.O. Y a-t-il donc des ouvriers qui ne soient pas simples et placés en dehors du rang ? Est-ce la catégorie des ouvriers honoraires du Comité Directeur ? Est-ce une allusion au fraiseur Werth, au vannier Herriot, au spécialiste Tomasi et au manœuvre Rosmer ?

Et cette lettre comique annonçant la conversion subite d'un enfant de Puteaux S. F. I. O. au parti des masses. Ce nouveau paroissien a trouvé son chemin de Damas au Pré-Saint-Gervais. Il a été ébloui par la lumière du ciel moscovite, et il annonce au son du cor qu'il quitte Blum pour Cachin.

Voilà une recrue qui compte. Pour peu que cela continue, nous allons enfin assister à un vrai mouvement de masse.

La Vie des Lettres

Vers libres ou vers classiques

A notre époque d'enquêtes, la Muse française demande aux écrivains d'opter pour le vers libre ou le vers classique. Les avis sont partagés. Et beaucoup sont assez comiques. Parmi les réponses qui valent la peine d'être reproduites, citons celle de Roger Dévigne : « Je suis, en poésie, partisan de la poésie. Tous les officiers d'Académie peuvent écrire en vers réguliers. Combien en vers libres ? Le vers libre est plus simple, plus humain, plus nu. Le vers libre est la musique de la prose. Mais pourquoi parlez-vous d'hiatus, d'élisions, de cacophonies ? Pourquoi pas de fautes d'orthographe ? » Celle aussi de Han Ryner : « Au rythme comme ailleurs deux seules choses me blessent : la banalité mi-endormie qui répète ; le fameux mérite de la difficulté vaincue, préoccupation puérile, comme scolaire, déformation plus naïve que savante et mensonge sans grâce. » Et celles, surtout, de MM. P.-N. Roinard, Henri Barbusse et André Fontainas.

P.-N. Roinard écrit : « Il importe fort peu qu'un poète écrive en vers réguliers, vers libres, versets ou en prose rythmée, pourvu qu'il se dégage de ses cadences lyriques une harmonie savante, une émotion profonde, et que, grâce à ces deux facteurs essentiels, il résulte une indéniable expression poétique de charme, de beauté, de puissance ou de grandeur. »

M. André Fontainas : « Pourvu que les vers nous créent, réguliers ou non, de la beauté, je n'en demande pas davantage. »

Et Henri Barbusse écrit à son tour : « L'œuvre seule prouve réellement le bien-fondé d'un mode d'expression. »

PETITES NOUVELLES : — Le prix Blumenthal (12.000 francs en deux annuités) a été attribué, à l'unanimité, à M. Marcel Sauvage, auteur de « Voyages en autobus », « Le Chirurgien des Roses » et « Cicatrices ».

Le jury était composé de MM. Henri Bergson, Edmond Jaloux, Henri de Régnier, Paul Valéry, René Boylesse, Robert de Fiers, Albert Thibaudet, Gaston Riou, et de Mmes la comtesse de Noailles.

Au sommaire de la « Griffe » (15 juin) : Becque et Sardou (Alfred Morlier) ; Supprimez le Conseil des Lettres (J. Ernest-Charles) ; Fred Antoine Angermayer (Emile Plagnol) ; deux sonnets inédits de Maurice Rostand ; Guillot de Saix, Lucio Dornano, etc.

Au sommaire des « Continents » (n° 1) : articles de René Maran, prince Kijo Tovaalou-Houénou, Jean Fauguet, Goutenoire de Toury, etc. (n° 2) : Nancy Cunard, Philippe Soupault, Lucie Cousturier, etc.

Georges VIDAL.

GROUPES DE DEFENSE DES REVOLUTIONNAIRES EMPRISONNES EN RUSSIE

UNION LOCALE DES SYNDICATS CONFEDERES DE NANTES

Ce soir vendredi 26 juin, à 20 h. 30

A la Bourse du Travail de Nantes,

Grand meeting

Pour la libération des révolutionnaires emprisonnés en Russie

Orateurs : Marius ROUX, de la C.G.T. ; J. GAUDEAUX, de la C.G.T.U.

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — Relâche.

OPERA-COMIQUE. — 20 heures : La Vie de bohème ; Paillasses.

TRIANON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : La Mascotte.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 13 h. 30 : Riquet à la Houppe ; le Barbier de Séville ; — 20 h. 45 : Le Fausse.

ODEON. — 20 h. 30 : Les Deux Canards.

RENAISSANCE. — 21 heures : La Captive.

NOUVEAU-AMBIGU. — 20 h. 45 : Mon Bébé.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.

THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Le Pauvre Homme.

THEATRE DES MATHURINS. — 21 heures : Les jupes larges et les jupes étroites ; Bebel et Quinquin.

VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 30 : Au Seuil du Royaume.

THEATRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Madame Flirt.

PORTE-SAINT-MARTIN. — Montmartre.

Cabarets artistiques

LE CARILLON. — 21 heures : Oui, j'veux bien l, revue.

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Vincent Hyspa, Jack Cazol, Nosi-Noël, Paul Groffe, Raymond Bartel, Eugène Rossi, Augustin Martini.

A TRAVERS LE MONDE

Le fascisme est frappé à mort Mussolini retourne à la légalité

LE DICTATEUR RESTERA-T-IL AU POUVOIR ?

La question maintenant se pose nettement : le système de dictature criminelle instauré par le renégat durerait-il ? Le coup que vient de lui porter son dernier forfait semble retentir comme un glas et pour durer encore un peu, Mussolini doit se débarrasser de presque tous ses complices.

Il doit reformer un nouveau ministère qui, d'après les renseignements que nous possédons, serait un cabinet de légalité.

Selon le *Nuovo Paese*, aucun homme inscrit au parti fasciste ne serait appelé au ministère et tous les sous-secrétaires seraient supprimés.

Il convoquera le Parlement à qui il demandera un vote de confiance — mais il l'obtiendra facilement puisque ce sont tous de ses créatures.

L'opposition est de plus en plus énergique et reste à savoir comment le pays va réagir contre les assassins.

En tout cas, la situation est très grave.

DANS LA RUHR

Les Métallurgistes revendiquent

Alors que le délégué du gouvernement allemand à la C. I. du travail, à Genève, s'oppose à la journée de 8 heures en Allemagne, les ouvriers de la Ruhr occupée semblent lui donner un démenti sévère.

De Dusseldorf, on signale qu'une vive effervescence se manifeste actuellement chez les métallurgistes de la Ruhr. Et c'est encore la question de la durée de travail qui menace de déclencher un conflit.

Les différents accords concernant les salaires et la durée de la journée de travail passés entre les ouvriers métallurgistes et les industriels venant prochainement à expiration et ayant été dénoncés par les ouvriers, des négociations ont été entamées en vue du renouvellement. Elles n'ont abouti à aucun résultat.

Le commissaire du Reich dans la Ruhr, chargé d'arbitrer le conflit, a décidé la prolongation jusqu'en 1925 des accords existants et qui prévoient notamment l'augmentation de la durée de la journée de travail. Les syndicats métallurgistes ont alors refusé d'accepter la sentence arbitrale et ils ont fait appel au chancelier Marx pour que, tout au moins pour les ouvriers des hauts fourneaux astreints à des travaux pénibles, la journée de huit heures soit rétablie et l'actuel système des deux équipes de douze heures, supprimé. Le commissaire du Reich a refusé d'accéder aux demandes des ouvriers et a homologué la sentence arbitrale, la rendant ainsi obligatoire.

La question se pose de savoir si les syndicats métallurgistes persisteront dans leur refus ou bien s'ils s'inclineront devant la décision de l'arbitre. Dans le premier cas, la grève éclaterait le 1er juillet dans l'industrie métallurgique de la Ruhr.

Comme on le voit, nos camarades métallurgistes de la Ruhr sont bien décidés à faire respecter les 8 heures.

ÉTATS-UNIS

EXPLOSION ET INCENDIE A BORD D'UN VAPEUR

New-York, 26 juin. — Une explosion s'est produite à bord du vapeur britannique « Egremont Castle », ancré dans les docks. Cinq dockers ont été tués sur le coup et huit autres grièvement blessés. Un incendie s'est déclaré immédiatement après l'explosion et le restant de l'équipage a échappé en se jetant à l'eau. Une enquête officielle a été ouverte sur cet accident que l'on croit dû à une explosion de naphthé.

A TRAVERS LE PAYS

Manifestation antifasciste à Toulon

Toulon, 25 juin. — Un meeting a eu lieu, ce soir, salle Gouyon-Saint-Cyr, pour protester contre le meurtre de Matteotti.

A la sortie, un cortège de manifestants voulut se former et se rendre devant le consulat général d'Italie.

La police s'y opposa et plusieurs arrestations furent opérées, dont cinq seulement ont été maintenues, pour coups et outrages à agent.

UN DOMPTIEUR BLESSE PAR UNE LIONNE

Nevers, 26 juin. — Au cours d'une représentation à la fête de Nevers, le dompteur Joubert a été grièvement blessé par une lionne pendant le travail. M. Joubert porte de profondes blessures au cuir chevelu et aux tempes.

LE FEU DANS UNE MINE SEPT OUVRIERS BLESSES

Saint-Etienne, 26 juin. — A la suite d'une explosion de grisou, survenue au puits Flottard, au Chabon-Feuilles, le feu s'est déclaré dans une couche de minerai en pleine activité, où travaillaient de nombreux ouvriers, dont plusieurs réussirent à fuir. Toutefois, sept d'entre eux, terrassés, furent remontés au jour et transportés à l'hôpital de Montcel, où des soins énergiques leur ont été prodigués. Ce sont : Jean-André Champagnac, 22 ans; Claudius Allrand, 21 ans, aides-bouilleurs; Gaudin, 43 ans, mineur; Jean Paullet, 51 ans; Emile Morel, 39 ans, bouilleur; et Pierre Guillaumon, 41 ans, contremaître.

On espère les sauver.

NOTRE FEUILLETON

L'abondance des matières nous oblige à remettre à demain la suite de notre feuilleton.

LE CONFLIT DE LA « FAMILLE NOUVELLE »

Les communistes font assommer le personnel par les flics

A LEVALLOIS

Les bolchevistes continuent leurs agissements odieux. Commencant par faire expulser les sociétaires par la police, ils devaient finir par se servir des flics pour taper sur le personnel qui ne se plie pas à la dictature. C'est fait depuis hier !

Suivant la décision prise mercredi soir par l'assemblée du personnel, les travailleuses du restaurant de la rue de Courcelles, à Levallois, étaient venues hier matin, à huit heures, appliquer leur tactique de grève et empêcher les rentrées qui pouvaient se faire — ainsi que les ouvriers de n'importe quelle corporation agissent dans une grève.

Seulement, le citoyen Bodin était là de bonne heure, et ce fut lui qui reçut les grévistes. Ses procédés à l'égard du personnel ne démentent pas de ceux de la police.

Quand les femmes furent entrées, ils les prit violemment à partie — et avec sa clique il commença à vouloir les expulser. Les femmes ne se laissant pas faire, une bagarre s'ensuivit... et les flics, qui étaient déjà réquisitionnés par Bodin, entrèrent dans la lutte. Avec leur sauvagerie habituelle, communistes et flics associés tapèrent sur les femmes ; et le sieur Guillon arrivant en taxi avec d'autres policiers, cogna lui aussi sur les ouvrières qui furent sorties de la salle.

A onze heures, au moment du service, les grévistes revinrent à la charge — les flics aussi ! Guillon et son état-major allèrent, dans leur zèle à aider la police, jusqu'à sortir leurs revolvers et en menacèrent les femmes.

LA GARDE ROUGE INTERVIENT

C'est alors que la fameuse garde rouge composée de ces petits jeunes gens qui veulent imiter les camelots du roy entra en scène.

Non moins brutale que la ficelle elle aide les sbires à sortir les ouvrières. Mais la population prenant fait et cause pour les travailleuses, les orthodoxes furent obligés de fermer le restaurant.

Au cours de la bagarre, quelques arrestations furent opérées, qui, heureusement, ne furent pas maintenues.

Et la garde rouge monta une faction devant la porte, engluée fortement par les clients indignés. Provoquant, les petits jeunes gens cherchèrent une nouvelle échappatoire, mais ils en furent pour leurs frais.

Le soir, le restaurant fut ouvert, mais sous la garde des « purs » et de la police. Ils refusèrent de servir tous les militants connus en les insultant grossièrement.

Allons, depuis le 11 janvier, ils n'ont pas changé ! Seulement, maintenant, ils s'aident de la police bourgeoise pour assommer les prolétaires.

Moscou peut payer, ses matraqueurs travaillent !

Nous possédons la déposition d'un témoin qui en dit long sur les procédés honteux employés par les communistes.

Nous ne la publions pas, ne voulant pas dévoiler des choses dont pourrait se servir la police.

Nous laissons aux gens à la solde de Moscou le soin de se faire les pourvoyeurs de flics.

RUE DE CRIMEE

Une délégation du personnel s'est présentée à déjeuner au restaurant coopératif de la rue de Crimée. La police veillait. Le jeune Gréant, installé par les expulseurs et par les flics, un nourrisson qui promet, recruta les agents pour éloigner les gendarmes. Il fit pis que cela. Ils fit un écrit à un flic de planter pour aller chercher du renfort au commissariat. Jusqu'où iront-ils ces faux communistes dans l'ignominie ?

Et les forces de police, en nombre, firent la chasse au personnel.

PAR AILLEURS

Boulevard de la Villette, le personnel fut dispersé par les policiers du Bloc des Gauches.

Rue de Chalon, le gérant usurpateur Marcellin, appuyé par les agents, sortit un revolver et menaça le personnel.

LA REUNION DU PERSONNEL

A 16 heures, le personnel en lutte contre les bolchevico-policiers se réunissait rue Saint-Dominique et votait l'ordre du jour suivant :

« Le personnel de la « Famille Nouvelle » réuni au nombre d'une centaine environ, 101, rue Saint-Dominique, indigné de l'attitude du sociétaire Bodin qui a giflé une camarade femme et a, par cet acte, provoqué une bagarre où sont intervenus deux autres sociétaires : Guillon et Pallas pour frapper à leur tour sur le personnel féminin qu'ils ont menacé de leurs armes.

« Il fustige l'attitude de ces sociétaires dont les brutalités constituent une lâcheté inqualifiable. Il les dénonce à la classe ouvrière en les stigmatisant pour avoir brutalisé des femmes en grève et pour avoir, se réclamant des titres, à tort ou à raison, d'administrateurs et de gérants de la « Famille Nouvelle », appelé la police contre elles pour entraver leur action de grève.

« Les dénonces comme des fascistes s'exercent contre la classe ouvrière. Pareille attitude est d'autant plus lâche et infâme qu'ils se disent communistes et se réclament du communisme.

« Mais considérant que l'œuvre de la « Famille », qui nous assure notre travail journalier, doit être placée au-dessus de ces incidents et de ces individus, demande aux sociétaires de rechercher entre eux les moyens les plus appropriés et les plus urgents pour sauver la société des griffes des juges et des procéduriers bourgeois et de celles des agresseurs communistes qui poursuivent le but de s'en emparer ou de la ruiner.

« Il les invite à n'écouter que leurs sentiments ouvriers et à ne s'inspirer que des intérêts moraux et matériels de la classe ouvrière, en leur rappelant que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

« Il est convaincu qu'ainsi, les sociétaires penseront qu'ils doivent agir eux-mêmes pour diriger les affaires de la société et non faire appel à la justice bourgeoise.

« Il demande aux sociétaires de régler entre eux le conflit qui les divise. Le personnel demande aux sociétaires de réintégrer dans leur fonction tous les employés et gérants expulsés par des procédés indignes du prolétariat. »

Les restaurants de Saint-Dominique et avenue de Saint-Ouen sont toujours en la possession des coopérateurs non-infidèles à Moscou. Les autres restaurants sont occupés par les orthodoxes et gardés par la police.

Comme on le voit par les incidents ci-dessus, les gens de Moscou continuent à faire appel à la police, cette fois contre des ouvrières.

Des gens qui ne sont pas coopérateurs et à mine douteuse, ont été vus aux côtés des expulseurs. Ces spadassins doivent constituer l'équipe de Treint qui s'est distinguée le 11 janvier en tuant deux syndiqués rue Grange-aux-Belles.

Aujourd'hui, ce sont les coopérateurs qui sont menacés. Le prolétariat parisien, les syndiqués, laisseront-ils se perpétrer un nouvel assassinat de travailleurs par la bande moscovite ?

REUNION D'URGENCE CE SOIR

Ce soir, vendredi, à 20 h. 30, au restaurant coopératif, 15, rue de Meaux, réunion d'urgence du Conseil et des sociétaires.

En lisant les autres...

Une douce illusion

De Jovenel, dans le *Matin* :

Le plan des experts, né de la politique Poincaré, demeure le programme des Alliés. La note de la Conférence des Ambassadeurs, signée Poincaré, contient tous les principes auxquels M. Herriot reste fidèle en matière de contrôle militaire. Les problèmes des réparations, de la sécurité, des dettes interalliées n'ont pas évolué. Nous n'avons rien abandonné, rien obtenu.

Et cependant, il y a quelque chose de nouveau. Quel ? L'air qu'on respire. De cet excellent observatoire international qu'est à Genève le Conseil de la Société des Nations, j'écoute ces jours-ci les propos d'hommes d'Etat qui représentent une bonne douzaine de pays, et je ne les reconnais plus. L'autre soir, à Genève, on ne s'inquiétait plus que du militarisme allemand. La seule menace qui pèse en réalité sur l'Europe était dévolue. Tous les yeux la voyaient et ne voyaient plus qu'elle.

« La France a voté pour la paix, l'Allemagne a voté pour la guerre », dit, par exemple, textuellement, le le républicain. « J'ai l'intention de ne plus user de décrets-lois, parce que si le gouvernement use de décrets-lois, la Chambre n'a plus rien à faire. » Il dit, ailleurs : « Nous sommes décidés à rendre au Parlement son fonctionnement régulier, à faire rentrer le fascisme dans la légalité. »

Beaucoup de gens, même en Italie, se demandent ce qu'il restera de fascisme dans un régime parfaitement légal et parlementaire. Mais la majorité des députés italiens, en applaudissant vivement à de telles paroles, semble leur donner un sens très clair.

Bref, Mussolini offre à ses adversaires une trêve et l'union sacrée. Ceux-ci acceptent-ils ? On pourra peut-être se faire une idée claire à-dessus après la réunion privée que les partis de la minorité doivent tenir vendredi. Mais là-dessus comme dans l'action judiciaire, tout ne paraît pas destiné à devenir public en même temps et certaines négociations peuvent très bien se mener hors de la scène, ne disons pas dans la coulisse, mais au foyer des artistes.

Et cela porte comme titre : « Le Fascisme dans la légalité ». Ça s'appelle attiger, après ce qui se passe tous les jours.

Mussolini fait des concessions (!)

Oui, mais c'est le *Journal* qui le dit. Oyez plutôt !

Mussolini, ce matin, a répété en l'accentuant devant les députés de la majorité, son discours d'hier au Sénat. Il fait à l'opposition des offres si importantes qu'elles correspondent en fait à l'abandon du fascisme ou, du moins, du « mussolinisme ».

Que dit, en effet, le dictateur ? Il annonce l'intention non seulement d'épurer sévèrement son parti et de fondre dans les cadres de la défense nationale les milices fascistes, mais encore de renoncer aux méthodes de gouvernement qui caractérisaient le régime. Il dit, par exemple, textuellement : « Je le répète : j'ai l'intention de ne plus user de décrets-lois, parce que si le gouvernement use de décrets-lois, la Chambre n'a plus rien à faire. » Il dit, ailleurs : « Nous sommes décidés à rendre au Parlement son fonctionnement régulier, à faire rentrer le fascisme dans la légalité. »

Beaucoup de gens, même en Italie, se demandent ce qu'il restera de fascisme dans un régime parfaitement légal et parlementaire. Mais la majorité des députés italiens, en applaudissant vivement à de telles paroles, semble leur donner un sens très clair.

Bref, Mussolini offre à ses adversaires une trêve et l'union sacrée. Ceux-ci acceptent-ils ? On pourra peut-être se faire une idée claire à-dessus après la réunion privée que les partis de la minorité doivent tenir vendredi. Mais là-dessus comme dans l'action judiciaire, tout ne paraît pas destiné à devenir public en même temps et certaines négociations peuvent très bien se mener hors de la scène, ne disons pas dans la coulisse, mais au foyer des artistes.

Et cela porte comme titre : « Le Fascisme dans la légalité ». Ça s'appelle attiger, après ce qui se passe tous les jours.

Mussolini fait des concessions (!)

Oui, mais c'est le *Journal* qui le dit. Oyez plutôt !

Mussolini, ce matin, a répété en l'accentuant devant les députés de la majorité, son discours d'hier au Sénat. Il fait à l'opposition des offres si importantes qu'elles correspondent en fait à l'abandon du fascisme ou, du moins, du « mussolinisme ».

Que dit, en effet, le dictateur ? Il annonce l'intention non seulement d'épurer sévèrement son parti et de fondre dans les cadres de la défense nationale les milices fascistes, mais encore de renoncer aux méthodes de gouvernement qui caractérisaient le régime. Il dit, par exemple, textuellement : « Je le répète : j'ai l'intention de ne plus user de décrets-lois, parce que si le gouvernement use de décrets-lois, la Chambre n'a plus rien à faire. » Il dit, ailleurs : « Nous sommes décidés à rendre au Parlement son fonctionnement régulier, à faire rentrer le fascisme dans la légalité. »

Beaucoup de gens, même en Italie, se demandent ce qu'il restera de fascisme dans un régime parfaitement légal et parlementaire. Mais la majorité des députés italiens, en applaudissant vivement à de telles paroles, semble leur donner un sens très clair.

Bref, Mussolini offre à ses adversaires une trêve et l'union sacrée. Ceux-ci acceptent-ils ? On pourra peut-être se faire une idée claire à-dessus après la réunion privée que les partis de la minorité doivent tenir vendredi. Mais là-dessus comme dans l'action judiciaire, tout ne paraît pas destiné à devenir public en même temps et certaines négociations peuvent très bien se mener hors de la scène, ne disons pas dans la coulisse, mais au foyer des artistes.

Dans un espace de cinq mètres carrés, toute l'intimité d'une famille apparaît.

Un lit de fer, une table minuscule en cornée de boîtes, de morceaux de pain, de couvercles, des photographies, un chemin de table épinglé, un calendrier, tous les vestiges d'un passé plus heureux. Et dans le lit, à demi recouvert par une couverture de soldat, une poupée, une pauvre poupée sans cheveux, regardant fixement le plafond.

C'est ce qu'« ils » appellent pratiquer une large hospitalité. Quelle dérision !

Contradiction communiste

Nous recevons de notre camarade Hermann Mazurier la lettre suivante qui donne d'intéressants détails sur la conférence qu'il donna à Billancourt :

Camarades du *Libertaire*,

A l'issue de la conférence publique et contradictoire que je fis, l'autre soir, à Billancourt, un pauvre camarade communiste essaya de réfuter certains de mes arguments. Afin d'excuser les mesures draconiennes innovées par le gouvernement des Soviets il nous tint à peu près ce langage :

« Il se peut, en effet, que par un concours de circonstances indépendantes de leur volonté, les hommes qui détenaient le pouvoir en Russie soviétique aient été contraints — non sans un profond serrement de cœur — de prendre certaines mesures coercitives à l'égard d'un peuple habitué à l'esclavage. Or, d'après tous les précédents historiques (il nous fit des citations), il résulte que trop de bonté, trop d'abnégation vis-à-vis des masses populaires les incitent à se livrer à toutes sortes d'excès, fort préjudiciables pour elles-mêmes. Dans le propre intérêt du prolétariat russe, on a été amené — dans un but purement humanitaire — à user de moyens qui nous paraissent excessifs, mais que la mentalité slave rend excusables, puisqu'ils sont nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre et le bien-être de la collectivité », etc., etc.

N'en jetez plus, camarade, car un tel langage est odieux dans la bouche d'un communiste, partant d'un révolté contre l'autorité gouvernementale, et ne peut que faire venir des larmes d'immense pitié et des nausées non moins violentes. Il nous semblait, en vous entendant soutenir une thèse si paradoxale, que Léon Daudet proclamait, par votre bouche, l'impérieuse nécessité de rétablir le droit divin avec tous ses succédanés.

Si le camarade communiste se sent le triste courage d'abandonner toute dignité pour glorifier les vils bourreaux de la classe ouvrière, qu'il tienne son échine aux coups de matraque, mais qu'il ait au moins la pudeur de ne point déverser de telles inepties dans un auditoire composé exclusivement de malheureux comme lui. Libre à ce curieux spécimen de philanthropie moscovitaire de faire comme le bon chien fidèle qui, après avoir été battu par son maître, vient, dévotement, lui lécher la main. Je lui conseille fortement de lire Molière, La Fontaine et La Bruyère, lesquels l'éclaireront peut-être (?) sur la valeur morale des maîtres en général et celle des esclaves en particulier. Mais que ceux qui exultent à l'idée de remplir le rôle de fustigés continuent à savourer ce bonheur ineffable, sans pour cela nous obliger, nous les hommes libres et conscients, de tomber en extase devant la main maudite qui tient la verge, fautive ou moqueuse.

Illogiques envers eux-mêmes, d'une inconséquence qui confine à la folie mystique, nous les verrons demain, ces pauvres simples d'esprit, réclamer à cor et à cri l'amnistie intégrale et vociférer contre le fascisme.

Un peu plus de sens commun, messieurs les communistes ! Vous faites le jeu de la réaction !

Vos divagations finiront par troubler le sommeil olympien de Lénine Ier, tsar rouge de toutes les Russies !

H. MAZURIER.

A ROMANS

Les blocards au travail

Voici quelques détails sur la correctionnelle de Valence qui suit bien faire marcher la machine à distribuer les jours de prisons aux militants de la dernière grève.

Tout d'abord il fut procédé au jugement de camarades ayant des délits moins graves, et six de nos copains grévistes se virent diminuer leurs peines et amendes de moitié. Ceci fut fait en l'espace d'un sourire, et les juges ne prirent même pas le temps de se retirer pour délibérer.

Mais où le procès se corsa, c'est lorsque vint le tour des militants du comité de grève. Tévenat, secrétaire; Bernizet, trésorier du comité, ainsi que Rouchon et Revol.

Pour débiter, l'avocat général présenta ces camarades, les qualifiant de meneurs, et demandant aux jurés de se montrer impitoyables pour ces quatre énergumènes. Il déploya tout son talent et sa parole éloquent pour charger les copains.

Nos camarades, revendiquant la responsabilité de leurs actes, firent tête à tous les quolibets des magistrats d'Herriot qui arrêtaient nos camarades chaque fois que ceux-ci faisaient le procès du gouvernement et patrons, en leur disant : « Asseyez-vous ! Ils paraissent que ces bons bourgeois de jurés n'aiment pas qu'on les contredise. »

Qu'importe les quelques six mois de prison distribués sur notre dos, et quoique l'amnistie tâtarde ne venant pas, cela n'empêchera nullement nos camarades de recommencer à la première occasion, et de se trouver toujours les premiers dans la lutte.

LEURS DIVIDENDES

QUATRE OUVRIERS ASPHYXIÉS Deux morts

Châteauroux, 26 juin. — Un grave accident s'est produit hier dans le sous-sol de l'imprimerie Paul Mellotté, que traverse le tuyau d'un gazogène.

Le magasinier Jean Cheneau, 61 ans, et Alphonse Gautron, 60 ans, manœuvre, qui travaillaient dans le sous-sol, furent tout à coup terrassés par les émanations toxiques échappées de ce tuyau et succombèrent sans pouvoir appeler à leur secours.

Deux autres ouvriers descendus dans le sous-sol pour se mettre à leur recherche furent à leur tour victimes d'un sérieux commencement d'asphyxie.

La grève des boulangers

EN ATTENDANT L'ENTREVUE PATRONALE

Les ouvriers boulangers s'étaient réunis salle Ferrer à deux heures de l'après-midi. La salle était comble, les portes ouvertes barrées par les retardataires attentifs. Les orateurs se succédèrent à la tribune c'était Victor Riaux, Freydeire, Lens, Chaussin, Boville et Guinet.

Les premiers vinrent dire que le nombre des grévistes avait sensiblement augmenté grâce aux efforts pacifiques des camarades. Que le matin même de nombreux renards avaient quitté le fournil patronal grâce à l'énergie des hommes de bonne volonté et que ceux qui aidaient encore le patron et sa bonne n'osaient plus quitter la boulangerie, tant ils avaient honte et peur...

Les orateurs avaient trouvé salle comble dans les réunions de section.

La presque totalité des ouvriers boulangers du 13^e et du 20^e arrondissements étaient en grève.

On apprît bientôt que certaines amicales de banlieue s'étaient désolidarisées du bloc patronal, que leurs membres entraient en grève. Que de nombreux ouvriers de Gagny-Sevran, Le Raincy, Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil, Le Vésinet, Conflans-Sainte-Honorine s'étaient joints le matin même à leurs camarades de Paris.

L'autorité militaire leur avait bien trouvé des remplacements. Les patrons n'en étaient pas moins « dans le pétrin ».

Un des orateurs, accusé de venir de chez le ministre protesta. (Il en venait peut-être quand même !)

Les ouvriers boulangers attendaient patiemment le résultat de l'entrevue patronale qui aurait lieu à cinq heures.

N'étaient-ils pas dans leur droit strict, reconnu par des lois déjà votées depuis longtemps ?

Que demandaient-ils en somme ? Un salaire raisonnable, la journée de huit heures, le repos hebdomadaire. Ils avaient droit à tout cela comme les autres ouvriers et un orateur fit même remarquer que les flics pour exécuter la loi auraient dû protéger non les boulangeries, mais les ouvriers boulangers. Guinet qui parla le dernier, assura que les flics n'étaient jamais du côté du bon droit mais du côté des gros patrons cossus et qu'il valait mieux pour les boulangers faire de l'action directe que d'attendre les secours des argousins.

Et les boulangers se séparèrent en se donnant rendez-vous pour le soir, à Grange-aux-Belles.

LE COMMUNIQUE DU MINISTRE DU TRAVAIL

A 21 h. 30, le ministère du travail communiquait la note suivante :

« M. Justin Godart a reçu ce soir, au ministère du travail, les délégués de la Chambre syndicale de la Boulangerie de Paris et de la Seine, conduits par M. Royer, leur président, et les délégués du Comité de grève des ouvriers boulangers, en vue d'examiner avec eux les moyens de mettre fin le plus rapidement possible au conflit actuel. »

Après une discussion, qui se poursuivit très cordialement, les délégués patronaux et ouvriers se sont mis d'accord en vue de faciliter le repos hebdomadaire par roulement et l'application du travail de jour, pour étudier une organisation de centralisation du placement par création de bureaux de placement paritaires sur divers points de la capitale, afin de rapprocher les ouvriers boulangers des fournils où ils travailleraient.

« En ce qui concerne les salaires, les délégués ouvriers ont demandé un salaire de base de 5 fr. 40 par fournée de 54 pains de 2 kilos. Les délégués patronaux n'ont pas contesté le principe de l'augmentation réclamée par les ouvriers, mais ils ont déclaré qu'ils ne pourraient l'accorder tant que la préfecture de la Seine n'aurait pas adopté, pour la fixation du prix du pain, un barème basé sur une prime de cuisson, fixée une fois pour toutes, et tenant compte exactement et équitablement de leurs frais généraux.

« Les délégués ouvriers ont dit qu'il ne leur était pas possible d'accepter que l'augmentation fut subordonnée à une décision administrative qu'ils n'avaient pas à connaître.

« Le ministre n'a pu que prendre acte de ces deux points de vue actuellement inconciliables, en exprimant l'espoir que les circonstances permettraient de reprendre à bref délai, la conversation.

« Les délégués patronaux ont annoncé leur intention de faire immédiatement une démarche, à cet effet, près de la préfecture de la Seine. »

LA GREVE CONTINUE

Le Comité de grève s'est réuni hier soir à 20 h. 30, à la Maison des Syndicats en vue d'examiner l'action à mener et les décisions à prendre, cependant qu'une délégation discutait avec les syndicats patronaux au ministère du Travail.

Le communiqué ministériel qui paraît ci-dessus est plein des fallacieuses promesses de M. Godart, qui, dans la mesure du possible, fera établir le repos hebdomadaire, qui s'est donné, comme un devoir, de faire appliquer la loi de huit heures, qui, etc., etc.

Bourrage de crânes opposé à des revendications professionnelles, rien autre. Chacun reste donc sur ses positions puis que de son côté le patronat veut bien nous donner les 5 fr. 40 à condition que la Préfecture augmente la prime de cuisson.

Camarades boulangers, ne nous laissons pas bernier par des promesses. Seule l'acceptation intégrale de nos revendications doit être obtenue.

LA FLICAILLE A L'ŒUVRE

Une douzaine de camarades boulangers ont été arrêtés au cours de la journée d'hier. Deux ou trois seulement ont été relâchés. Les autres arrestations sont maintenues avec les inculpations habituelles, entrave à la liberté du travail et insulte aux agents.

Pour donner plus d'odieux à leur façon d'agir la meute à Nardin s'est permis d'arrêter des camarades, même à leurs domiciles particuliers.

C'est une ignominie qui doit cesser.

L'Aide à deux Mains.

LES REUNIONS DE DEMAIN

A 10 heures, réunion du Comité de grève ; à 15 heures, à la Bourse du travail, Grand meeting central.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Le redressement du Syndicalisme

La course aux places et aux sinécures étant terminée pour quatre ans, l'esprit des masses laborieuses, accablé pendant toute la période d'agitation stérile, va connaître enfin, de la bouche de ses vrais défenseurs, le chemin, si souvent tracé déjà, de sa libération totale.

Sans crainte de passer pour un démagogue, je dirai aux amis du travail, aux éternels spoliés, ce que je pense de notre présent et de notre avenir.

A Paris comme en province, tout camarade qui veut se donner la peine d'observer un peu les événements en cours, peut constater l'arrogance toujours plus grande du patronat, le refus systématique opposé à nos pauvres et chétives revendications ; le surmenage demandé dans les usines et dans les chantiers aux producteurs désespérés et désorganisés.

En poussant plus loin l'observation attentive de la classe ouvrière, nous assistons au spectacle encore plus navrant de l'apathie, de la nonchalance des ouvriers et de leur manque de combativité. On sent qu'ils n'ont plus de ressort, d'énergie. Docilement ils courent l'échine en attendant qu'un Messie, sorti de l'air, leur ouvre les portes du Paradis terrestre.

La faim, sœur jumelle de la misère, s'est installée dans les foyers. Elle trône en maîtresse, enivrant l'homme les dernières forces qui lui restent.

A qui la faute si cette grande douleur ne peut trouver un remède rapide ? Deux C. G. T. pourtant fonctionnent. Un personnel nombreux dans chacune de ces deux firmes politiques est chargé du travail bureaucratique et... oratoire. L'argent, nerf de guerre sociale et autre — en régime capitaliste — ne fait pas absolument défaut. Alors ? Le char, qui devrait rouler, reste embourbé. Pourquoi ? Parce que ceux qui ont mission d'aller toujours de l'avant s'arrogent le droit de maintenir en une stagnation éconômique les adhérents trop confiants en l'infailibilité des astres qui éclairaient leur route. Des camarades syndicalistes pensaient ces temps derniers qu'à l'ennemi du désarroi des ministères, on pouvait lancer un mouvement d'envergure. Ne serait-ce pas folie de commencer un mouvement général et forcément révolutionnaire avec un prolétariat contaminé par le virus politique ? Ne serait-ce pas travailler pour Moscou ?

Avouons-le, nous avons en 1919 été de mauvais joueurs, nous syndicalistes. Au lieu de porter au pinacle des figures de deuxième plan, notre activité aurait dû se manifester par une connaissance approfondie de la mentalité de ceux qui étaient placés à la tête du mouvement ouvrier.

Un grand travail reste à faire qui ne peut être que l'œuvre des syndicalistes révolutionnaires. J'appelle ainsi ceux qui ne se sont pas dégonflés pendant la tourmente. Le redressement du syndicalisme est toujours à l'ordre du jour. Il nous faut l'unité vraie, sans jeu de mots, sans buts inavouables ; l'unité dans une C. G. T. vraiment prolétarienne. Cette C. G. T. trouverait bien vite des amis sûrs qui l'aimeraient, non par intérêt, mais pour son courage et son idée.

Mais il faut, pour regrouper ces forces laborieuses, que les mauvais bergers s'en aillent ou rentrent dans le rang. Or jamais ces derniers n'auront pareil courage. C'est par l'autonomie pure et simple qu'il faudrait les contraindre à s'en aller en leur coupant les vivres. Car à la rue Lafayette comme à la Grange-aux-Belles, la messe est dite tous les jours à Dieu Populo : « Donnez-nous chaque jour notre pain quotidien ».

Ah je sais, on va encore dire : « Ils veulent former des syndicats de secte. Non, mille fois non. En 1913, la C. G. T. était en grande partie révolutionnaire. Etait-elle sectaire pour cela ? Elle fut habitable pour tous parce qu'on n'y causait ni du Bloc des Gauches ni du Bloc enfarnié de Moscou. Amsterdam laissait le syndicalisme français gérer son mouvement avec indépendance, tandis qu'en ce moment nous constatons tous que les ours Jouhaux-Herriot et Cachin-Zinoviev barrent la route qui conduit le prolétariat à son affranchissement total et profond.

Dégageons le syndicalisme des politiciens de toutes écoles, faisons par le vide le nettoyage de la caisse. Dans le calme reposant de l'autonomie, préparons cette unité des forces du travail. Et dans un proche avenir nous verrons triompher le syndicalisme au grand « dam » des politiciens.

DAGUERRE.

Les charlatans

Dans un article de fond de l'Humanité, Semard réquie la vieille C.G.T., l'accusant d'avoir fait le jeu du Bloc des Gauches lors de la dernière foire électorale. Semard termine son article en ironisant et en déclarant : « Ces gens-là aussi se réclament de la Charte d'Amiens. Eux aussi se proclament en accord avec les purs qui déclarent que le syndicalisme doit garder jalousement son autonomie. Mais soit inconscience, soit calcul, le même Semard après avoir vitupéré contre les politiciens de la rue Lafayette engage le prolétariat à rejoindre la C.G.T.U. et le Parti communiste. Les forts ténors de la barragie lafayetteiste ayant fait leur boniment, il convenait évidemment que la barragie d'à côté réponde et le citoyen Semard s'y entend pour le coup de grue finale. Que les bonzes de la rue Lafayette soient infodés au bloc des gauches, cela ne fait aucun doute. Ils continuent simplement à suivre le chemin de la trahison qui s'ouvrit devant eux le 4 août 1924. Le gros Jouhaux ne rale pas une manifestation du dit bloc des gauches ou son physique d'orateur de comice agricole méduse les badauds qui attendent de ce bloc enfarnié la manne qui, leur tombant dans le bec, leur évitera tout effort, pouvant les conduire à leur émancipation. Nous n'avons jamais pensé un seul instant que les hommes de la rue Lafayette étaient capables d'appliquer, même leur pauvre programme minimum, et abandonner par eux de la revendication des 1.800 francs pour les fonctionnaires ne nous donne pas. Est-ce que leur grand homme Herriot n'a pas déclaré en pleine chambre qu'il avait confiance en la sagesse

des chefs de la vieille C.G.T. et ceux-ci avaient bien recommandé à leurs troupes de se tenir calmes et d'attendre le vote du parlement. Semard reproche ces faits aux as de la rue Lafayette, il a raison, mais lui, est-il bien qualifié pour prendre la défense du syndicalisme, lui, dont la motion qui porte son nom a servi à Bourges à étrangler le syndicalisme, l'a livré pieds et poings liés aux commissions syndicales du parti communiste. Comment Semard ne s'aperçoit-il pas de l'inconvenance qu'il y a à dauber sur les hommes de la rue Lafayette quand dans sa propre boutique il possède une collection de politiciens qui n'ont rien à envier à la maison d'en face. Un proverbe dit : « Il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu ». Semard aurait dû s'en souvenir.

Les temps sont tristes, ce pauvre syndicalisme est mis à toutes les sauces. Réquisitionné d'une part pour assurer la triomphe du Bloc des gauches, d'autre part, pour servir de paravent au recrutement du grand parti des masses, il risque de sombrer sous l'effort conjugué des naufrageurs de tout acabit.

Unité, unité, guent tous ces farceurs, entrez, entrez dans ma boutique, clament-ils à la foule, nous seuls sommes capables de faire votre bonheur. Comédie éconômique. Jamais l'unité ne pourra se réaliser avec tous ces charlatans.

Alors les copains minoritaires, allez-vous laisser continuer ces pitres et comme le disait Le Pen dans un de ses derniers articles est-ce que le j'm'enfoutisme va gagner les quelques copains qui sont susceptibles de pouvoir ouvrir les yeux à la foule des travailleurs et lui montrer dans quel traquenard les filibustiers du syndicalisme veulent la mener ? Non cela ne sera pas du courage. Notre idéal ne peut disparaître. Trop d'hommes ont lutté pour lui. Le syndicalisme révolutionnaire n'est pas encore mort quel qu'en pensent ses détracteurs avoués ou inavoués. Pour terminer je tiens à déclarer à Semard que nous restons, nous, défenseurs acharnés de la Charte d'Amiens dans son esprit et dans sa lettre. Nous n'en sommes ni les détracteurs ni les révisionnistes et nous considérons que l'unité ouvrière ne pourra se réaliser que dans l'indépendance du syndicalisme, face à tous les États et à tous les partis.

PEYTAUD,

De la Minorité des P.T.T.

Les grèves

Joailliers de Paris. — Les ouvriers joailliers, serruriers et polisseurs de la maison Caen, 19, rue Rambuteau, se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaire.

Dans la Chaussure. — Voici la période de calme arrivée dans l'industrie de la chaussure. Comme nous n'avons cessé de le prédire, des tentatives se produisent pour restreindre les améliorations obtenus en février.

Nous mettons en garde tous les corporants pour qu'ils ne permettent pas la moindre diminution ou transformation des conditions du travail qui mènerait au même résultat. Le cas s'est produit chez Karassik, rue Stendhal. Le personnel tout entier est sorti en grève depuis hier. Nous demandons aux ouvriers en chaussure de veiller au grain et de se tenir prêts à fournir les efforts de solidarité qui leur seront demandés.

Dans l'Ameublement. — La direction de la maison Nelson persiste dans son attitude intransigeante.

Cependant elle devrait s'apercevoir que ses ouvriers, forts de leurs droits, ne sont nullement disposés à cesser la lutte sans avoir obtenu satisfaction.

De plus cette maison a été dans l'incapacité, depuis dix semaines que dure le conflit, de trouver un seul ouvrier ébéniste, pour faire œuvre de jaune, en remplacement des camarades en lutte.

Il y a là un fait qui devrait faire réfléchir M. Nelson.

Le syndicat adresse un pressant appel à tous les corporants pour qu'ils apportent leur solidarité aux ouvriers en grève, en prenant la carte de solidarité.

La Commission.

Mégisseries de Reims. — Les ouvriers de la teinturerie et peausserie Pierre Detrée et Cie se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaire.

Débardeurs de Saint-Nazaire. — Les ouvriers du chantier de bois Hailaust se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaire, soit 24 francs par jour au lieu de 18.

Chez les peintres en bâtiment de Toulouse. — Les peintres en bâtiment de Toulouse, soutenus par les colleurs de papiers peints, se sont réunis hier soir sur convocation du syndicat unitaire. Après avoir pris connaissance du résultat négatif des pourparlers engagés avec les patrons, ils ont décidé la grève, qui est effective à partir d'aujourd'hui.

Les Vosges ouvrières contre le fascisme

Les ouvriers carriers et du Bâtiment de Saulxures-sur-Moselle (Vosges) sont profondément émus par le renouvellement répété des agressions fascistes sans nombre dont sont victimes les travailleurs italiens qui ne veulent pas se plier sous le joug des bandits mussoliniens.

Ils protestent contre l'assassinat du vaillant député socialiste Matteotti. Demandent aux ouvriers italiens et français de s'unir plus fort que jamais pour se mettre sérieusement à l'œuvre et aider les prolétaires à se débarrasser des tyrans et arriver à la libération intégrale de tous les travailleurs.

Vive le Syndicalisme ! A bas le fascisme assassin !.

Amis lecteurs

abonnez-vous !

DANS LE VETEMENT

Deux tristes personnages

Nous signalons ces jours-ci le mouvement de solidarité effectué par les ouvrières de l'atelier de confection de la Maison « Saint-Germain-des-Prés », 40, rue Duhamel, en faveur de deux camarades renvoyés pour leur activité syndicale.

Lundi matin, ces mêmes ouvrières étaient présentes afin d'empêcher la rentrée des jaunes qui auraient pu s'opérer. Elles étaient là vigilantes et résolues. Mais que dire du directeur, ancien syndiqué, se targuant de professer les idées anarchistes et que nous devons dévoiler par son nom : Claude Just, habitant 111, rue Oberkampf, allant chercher les filles pour protéger les ateliers de ses patrons, et du régisseur Zimmermann, syndiqué depuis au moins trente ans, qui a brutalisé les ouvrières à coups de poing et de pied, afin de protéger la rentrée d'une jaune.

Ces deux salauds, que nous signalons à tous les travailleurs, ne seront pas étonnés si un jour prochain ils reçoivent la leçon qu'ils méritent.

Ph. PEGASTAINGS.

P. S. — Nous signalons en même temps le complexe en jaquette et salopie, le sieur Rabouille.

A LA DOUBELLE

Un peu plus... Un peu moins...

Dans un torchon que tout le monde connaît, mais que personne n'estime, et qui s'appelle évidemment « l'Humanité », un illustre imbécile qui signe « F... », militant syndicaliste « me prend la tête encore ! — ainsi que Lorduron et Chevalier, au sujet du Congrès des usines de Lyon.

Emboitant le pas à quelques Micromégas de la Fédération des Métaux, F. parle de la réponse que je fis à Dieu, secrétaire du Comité de la grève de Saint-Etienne, lors du Congrès des usines et me fait dire : « La grève de Saint-Etienne est une grève politique, elle est dirigée par les communistes, c'est Lorduron qui me l'a dit à Paris. Je suis prêt à donner la preuve de cela par écrit, si c'est nécessaire. »

Comme c'est naïf ! Non mais m'a-t-on quelquefois entendu parler à la façon ridicule et naïve d'un malheureux qui ne demande qu'à se dégonfler et s'abriter derrière quelqu'un ? Je laisse ce courage aux vaillants pourfendeurs du syndicalisme.

Au Congrès des usines de Lyon, le dimanche matin, vers 11 heures, salle des Fêtes de la mairie du VI^e — et il y a pour l'affirmer cent témoins — j'ai déclaré :

« Avant que la grève de Saint-Etienne ne soit déclarée générale, le secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux, Gaye, a assisté à une réunion particulière de la section communiste de Saint-Etienne qui avait à son ordre du jour : les grèves en cours. » Et j'ai ajouté : « la place d'un secrétaire de Fédération, à la veille d'un mouvement, n'était pas dans une réunion politique. »

Cela c'est du domaine de l'histoire. Au C.N.C. de mars, Lorduron, devant tous les délégués l'a déclaré, et qui mieux est la « Vie Ouvrière », l'a imprimé, sans amener, naturellement, aucun démenti de qui que ce soit.

Mais n'est-ce pas, ça fait bien dans le tableau, pour tenter d'assassiner Lorduron, d'enguirlander Argence et Chevalier — ces pelés, ces galeux à qui l'on n'a pas pu mettre une muselière. — Ça fait bien de calomnier, de salir, mais vois-tu, petite crapule de F. qui n'a même pas le courage de montrer ton groin, un peu plus, un peu moins... ce n'est pas encore toi qui t'empêcheras d'aller mon petit bonhomme de chemin.

ARGENCE

LA PRESSE OUVRIÈRE

Les vacances ouvrières.

Du « Réveil Ouvrier » de Meurthe-et-Moselle, sous la signature de Félix Berret :

Le développement du travail industrialisé et du machinisme moderne impose aux travailleurs une existence tendue, fiévreuse et extrêmement épuisante.

L'homme, entraîné par la machine, est devenu lui-même, dans son travail, une machine. On ne saurait comparer la vie actuelle, intense, de l'ouvrier à l'usine, à l'atelier, au bureau, avec celle que menaient les compagnons d'autrefois.

Il n'est pas exagéré de dire que de nos jours le surmenage est à peu près la règle générale dans toutes les corporations. Même lorsque la durée quotidienne du travail ne dépasse pas huit heures, l'ouvrier est bien souvent tenu de fournir un effort réel de dix à douze heures en raison de la distance qu'il a à parcourir pour se rendre à son travail.

Un repos annuel, assez prolongé, est une absolue nécessité pour tous ceux qui travaillent. Mais dans le monde à l'envers où nous vivons ce sont précisément ceux qui ne font rien qui prennent des vacances, alors que la plupart de ceux qui peinent n'ont aucun répit.

Après la toire électorale.

De Zoccola, paru dans le « Syndiqué Municipal » de Marseille :

Les périodes électorales sont, pour le syndicalisme, critiques à tous les points de vue, car les passions qui y sont déchaînées ont quelquefois une répercussion fâcheuse dans tel ou tel organisme syndical, où l'on rencontre parmi les adhérents, des opinions politiques différentes (et c'est notre cas). Le rôle du militant devient, à ce moment-là, des plus délicats, car s'il doit affirmer ses préférences sans heurter celles des syndiqués, il doit également savoir observer une neutralité absolue.

Chez les Charpentiers en fer

APPEL

Aux Compagnons Monteurs, Levageurs, Riveurs, Forgerons, Frappeurs, Teneurs de tas, aides et similaires de la Seine.

Chers camarades,

A vous tous, syndiqués ou non, nous rappelons que notre profession est une des plus dures et des plus dangereuses. Nos salaires ne correspondent pas au coût de la vie, notre situation économique est tout ce qu'il y a de difficile car les journées de travail sont trop longues et les salaires sont bien bas.

D'autre part, chaque jour nous enregistrons dans les chantiers par suite de matériel, et par le surmenage de travail, des accidents graves et mortels. Nous avons une longue liste de morts à enregistrer à notre page d'histoire.

Une fois pour toutes, il faudrait en finir. Les travailleurs doivent être souverains dans leurs chantiers. Pour cela il suffirait que tous les corporants, vieux ou jeunes, fassent abstraction de toutes leurs querelles et divisions personnelles stupides qui divisent hélas ! la majorité des travailleurs.

Le Syndicat est l'arme unique qui peut permettre aux ouvriers de vaincre le patronat et de lui imposer toutes nos revendications et aspirations corporatives et sociales.

Nous espérons que toute la corporation tenant compte de cet appel, et faisant fi de toutes les idées divisionnistes se dressera comme un seul homme le 6 juillet pour clamer face aux marchandeurs, face au patronat, face aux dirigeants, tout son désir de liberté, de joie et d'amour.

Charpentiers en fer de la Seine, syndiqués ou non, votre devoir est d'assister en masse à l'Assemblée extraordinaire de propagande, qui aura lieu le 6 juillet, à 9 heures du matin, salle Pelloutier, avenue Mathurin-Moreau, où des décisions très importantes seront prises pour imposer de haute lutte notre cahier de revendications.

Cette réunion très importante qui doit être le point de départ d'une action immédiate, exige que tous les compagnons soient présents. Aucune excuse ne sera valable. Vive l'Unité ouvrière ! Vive le Syndicat !

J.-S. BOUDOUX.

La balade des Réfractaires

La Ligue Internationale des Réfractaires à toutes guerres se proposant d'organiser une grande balade champêtre les 13 et 14 juillet (matinée et soirée) prie tous ses adhérents et sympathisants de ne rien projeter pour ces deux jours, afin de ne pas être obligés de concurrencer involontairement des organisations amies.

La lutte du Bâtiment à Marseille

Depuis l'offensive sur le rajustement des salaires, les travailleurs du Bâtiment de Marseille ont obtenu satisfaction.

Dans la Plâtrerie-Décorative un contrat de travail a été signé entre les patrons et les ouvriers relevant les salaires de 6 francs par jour ; le taux de l'heure de 3 fr. 25 a été porté à 4 francs. Aucune répression pour fait de grève, embauchage par le canal du Syndicat ; la méthode de lutte employée ; la grève sur le tas.

Chez les travailleurs du Marbre, par la grève perdue le personnel des marbreries a obtenu un relèvement de 1 franc par jour. Le patronat a reculé devant le lock-out.

Dans les chantiers de travaux publics Boris, sur la ligne de Miramas à l'Estaque, une grève de quatre jours chez les ouvriers Terrassiers Mineurs, Maçons, etc., donne satisfaction pour l'application intégrale du contrat. Cette action corporative qui continue regroupe les travailleurs. Les résultats consolident la confiance syndicale.

La méthode employée et préconisée par notre Fédération appelle notre attention par ses résultats pratiques. Elle oblige à une conscience plus développée et demande un esprit pratique dans l'action.

BOISSON.

Pour Henri Fauré

QUATRIÈME LISTE

Luigi et Aglaia, 10 fr. ; Conty, 5 fr. ; Groupe Marjara, 5 fr. ; 2. ; silhu, Hollande, 35 fr. ; Couvier, 5 fr. ; Claude, 5 fr. ; Malté, 2 fr. ; Jodel, 2 fr. ; Labege (versé par Fournel), 5 francs.

Total de la quatrième liste, 64 francs ; total des listes précédentes, 791 fr. 95 ; total à ce jour, 855 fr. 95.

Dans le Livre

Syndicat typographique unitaire. — Réunion de propagande pour les maisons : Panon (Bourse du Commerce, faubourg Montmartre), Alcan-Lévy, Terrier.

1^e Le salaire des fonctionnaires dans les journaux périodiques ;

2^e Les régimes divers dans les maisons faisant le même genre de travail ;

3^e Vers l'unité des salaires.

Les camarades de ces diverses maisons sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu demain, à 18 heures, à la « Grille », rue Montmartre, où ces questions seront discutées.

Nous comptons sur nos camarades confédérés pour faire bloc avec nous et faire réussir nos légitimes revendications.

Jeunesse syndicaliste du 13^e. — En raison du meeting de ce soir, la réunion de la Jeunesse est remise au vendredi 4 juillet.

Métaux (Bronze). — Il est rappelé aux camarades que toute la propagande doit être faite pour assurer le succès de la réunion de ce jour, salle Pelloutier, Bourse du Travail, qui a à son ordre du jour l'élection d'un secrétaire et d'une commission de propagande.

Minorité syndicaliste des P.T.T. — Réunion des adhérents et sympathisants ce soir,

à 20 h. 30, salle des Commissions, 4^e étage, Bourse du Travail, Présence indispensable.

Minorité syndicaliste de la Seine. — Réunion du Comité (deux délégués par syndicat minoritaire et minorité constituée), ce soir, à 21 heures précises, avenue Mathurin-Moreau, salle des Travaux, premier étage.

Ordre du jour : Les Comités d'usine ; étude du rapport de la Commission de Travail ; les Comités intersyndicaux.

Minorité syndicaliste du Livre. — Les camarades délégués au Comité central de la Minorité sont priés d'assister à la réunion du Central qui aura lieu ce soir, à 21 heures précises, 8, avenue Mathurin-Moreau, premier étage.

Ouvriers en chaussures de la Seine. — Assemblée générale extraordinaire, samedi, à la Bourse du Travail, à 15 heures, salle Ferrer.

1^e Compte rendu des tentatives faites par quelques patrons pour diminuer les tarifs ;

2. La fête champêtre de la chaussure ;

3. Le congrès de la C.G.T. pourra amener un débat important, nous prions donc les syndiqués d'être présents, leur présence aux assemblées est leur premier devoir de syndiqués.

Comité intersyndical de Montreuil. — Tous les militants et délégués du C. I. sont priés de passer aujourd'hui, de 8 heures à 18 heures, retirer les tracts pour le meeting qui aura lieu demain à la maison du Peuple, 30, rue de Paris.

Groupe d'Etudes sociales d'Argenteuil. — Réunion du Groupe demain, à 20 h. 30 du soir, à la maison du Peuple, 48, avenue Jean-Jaures.

Adhésions et cotisations ; la Thune du « Libertaire » quotidien ; Etude sur le Fédéralisme et le Syndicat d'Industrie.

Les sympathisants et les jeunes gens sont cordialement invités.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Groupe du 17^e. — Ce soir, causerie-conférence par Mazurier, sur « Le Tzarisme ou Bolchevisme », 111, rue des Moines.

Groupe libertaire de Saint-Denis. — Ce soir, causerie entre copains au lieu habituel.

Groupe de Romainville. — Ce soir, réunion habituelle du Groupe. Décisions à prendre pour la balade.

Les camarades italiens qui assistaient à la conférence d'Armand sont cordialement invités.

Groupe de Libre-Pensée et d'Etudes sociales de Bezons. — Jeudi 3 juillet, à 20 h. 30, salle de l'Ancienne-Mairie, conférence publique et contradictoire : la Vérité sur la question de population ; Contre la correctionnalisation de l'avortement, par Job.

Province

Groupe de Lille. — Réunion samedi 23, à 20 heures, à son siège.

Causerie par un copain ; Dispositions à prendre pour un meeting.

Les copains du Nord et du Pas-de-Calais qui désirent prendre quelque divertissement sont avisés qu'une grande balade champêtre aura lieu le 15 août au bois de Phalempin, avec toutes les distractions possibles : concert, auserie, lâcher de ballons, musique et grande tombola gratuite.

Des cartes sont faites pour la participation à la balade et à la tombola (prix, 1 fr.). Pour les commandes, s'adresser à Hoche Meurant, à Croix (Nord), 1, rue d'Arcole.

Groupe d'Onnaing. — Réunion dimanche, à 15 heures précises, chez le camarade Emile Michaux, sentier des Morts, à Quaregnon.

Groupe libertaire de Beiers. — Après un moment de vitalité, à nouveau le Groupe s'écroule et les énergies fléchissent. Pourtant, ayant toujours la situation réclame notre attention. Allons, les amis, il faut réagir, la place est faite à tous les hommes de bonne volonté. Venez nous aider à résoudre les problèmes du moment et parfaire votre éducation dans l'ambiance fraternelle de nos réunions, où règnent la tolérance et l'harmonie.

Réunion du Groupe samedi 23, à 20 h. 30, chez le camarade Antoine Gerin, 32, rue Guillaumont.

Communications diverses

Langue internationale ido. — Tous les vendredis, à 21 heures, Bourse du Travail, salle 0 des Cours professionnels, cours supérieur d'ido et réunion d'Emancipants Stelo.

Pour suivre le cours gratuit par correspondance et recevoir le Petit Manuel complet en dix leçons, envoyer 0 fr. 75 en timbres à Emancipants Stelo, Libertaria Seciono, 37, rue Charlot, Paris (3^e).

Foyer végétalien. — A 20 h. 30, rue Mathis, 40 (métro Crimée) causerie par Butaud sur « l'Ordre et l'Anarchie par le Crudi-Végétalisme ».

PETITE CORRESPONDANCE

Manhès et Nono, de Boulogne. — Vos thunes ont paru sous les noms de « Mauties ».

« Nous », par erreur typographique, dans la quatrième liste de la seconde tranche (« Libertaire » du 16 juin).

Groupe de Saint-Denis. — A mon grand regret, Suzanne Lévy étant prise ailleurs et aucun orateur n'étant libre, je ne peux, vous en excuser.

Un Camarade désirerait connaître un copain sachant faire du mètre en peinture. S'adresser à Maurice, 2, rue Elisée-Bocus, Biotre.

Copain sérieux cherche appartement ou logement de deux ou trois pièces, à Paris ou banlieue immédiate. Ecrire à Ego, bureau du jour nal.

Prière à Perrier de se trouver au Callim, rue de l'Arc, dimanche 29 courant, à 9 heures du matin. — Sémat, Lille.

Jeanne Meunier est priée de venir, 9, rue Louis-Blanc. — P. L.

Briollet. — Urgence pour travaux.

Gauchot, Delfin, Dréval, Haussard, Henri Fauré, Decrand, Jeanne Meunier, Marcel Lhomme, A. Duval, Bourey, Zisly, Louis Clerant, Charbonneau ont des lettres à, rue Louis-Blanc.

Lucien Graux. — J'ai reçu ton mandat. Abonnements faits. Prochaine liste.

Pour Jeanne Meunier

PREMIÈRE LISTE

Pédrono, 3 fr. ; Saling, 5 fr. ; Saint-Pol, 10 fr. ; Gilbert, 5 fr. ; Febe, 3 fr. ; Leduo Georges, 5 fr. ; Usaf, 5 fr. ; Royer, de Nancy, 5 fr. ; Neuville, 3 fr. ; Luigi et Aglaia, 15 fr. ; Passodot, 2 fr. ; Lefèvre 5 fr. ; Les Copains de la Ligue des Réfractaires, 15 fr. ; Une Espagnole, 5 fr. ; Turas, 2 fr. 50 ; Ripole, 2 fr. ; Le Mignon, 5 fr. ; Malté, 2 fr. ; Conan, 2 fr. 50 ; Nicolle, 5 fr. ; Un Libertaire espagnol, 10 fr. ; Dupont, 3 fr. 45 ; Blas, Avignon, 2 fr. ; Delbarry, 3 fr. ; Duvi gnaud Valentine, 5 fr. ; Total : 128 francs 45.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libertaire
10-12, rue Paul-Lelong, Paris